

ECHO - soutenir l'aide humanitaire à travers le monde

Qu'est-ce que ECHO ?

ECHO est la Direction Générale de l'aide humanitaire de l'Union européenne, un service de la Commission européenne, placé sous la responsabilité directe du Commissaire Louis MICHEL. Depuis 1992, ECHO a financé l'aide à des millions de victimes de catastrophes naturelles et de conflits en dehors de l'Union européenne. Cette aide est mise à disposition des victimes de façon impartiale, c'est-à-dire indépendamment de leur race, de leur groupe ethnique, de leur religion, de leur sexe, de leur âge, de leur nationalité ou de leur appartenance politique. La sensibilisation du public à la problématique humanitaire fait également partie du mandat d'ECHO.

Travailler avec des partenaires sur le terrain

ECHO agit au travers de plus de 180 partenaires opérationnels comprenant des agences spécialisées des Nations unies, le mouvement de la Croix Rouge/Croissant Rouge et des organisations non gouvernementales (ONG).

Un donateur clé

ECHO est l'un des plus importants donateurs humanitaires dans le monde. En 2004, l'aide d'ECHO s'est élevée à 570 millions €, soutenant des projets dans plus de 60 pays. Ce montant n'inclut pas l'aide donnée indépendamment par les 25 Etats membres. Les fonds servent à fournir des biens et des services tels que nourriture, vêtements, abris, soins médicaux, approvisionnement en eau, réparations urgentes et déminage. ECHO finance également la préparation et la réduction des risques de catastrophes naturelles dans les régions exposées.

ISSN 1881-1402 KR-AA-06-001-FR-C

ECHO/7/NC/15000 fr/03-2005 - www.concerto.be



eCHO
Face à la catastrophe
2004



Revue annuelle

DG Aide Humanitaire (ECHO)

Commission européenne
B-1049 Bruxelles
Belgique

Tel. (+32 2) 295 44 00
Fax (+32 2) 295 45 72
e-mail: echo-info@cec.eu.int

<http://europa.eu.int/comm/echo>



ISBN 92-894-9331-3



Table des matières



1. Message du Commissaire Louis Michel
2. Message d'António Cavaco, Directeur Général d'ECHO
3. Evènements clés 2004

Dossier spécial

6. Une réponse rapide au tsunami de l'Océan Indien
8. Soudan: une crise oubliée revient sous les feux des projecteurs

Activités d'ECHO

10. En bref
13. ECHO dans le monde
26. Faits et chiffres

Témoignages

29. Myanmar/Birmanie
30. Territoires palestiniens
31. Angola

Zones en crise

32. République Démocratique du Congo
32. Irak

Acronymes

CICR	Comité international de la Croix-Rouge
DIPECHO	Le programme d'ECHO dans le domaine de la préparation et de la prévention de désastres
ECHO	Office d'aide humanitaire
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
HCR	Haut-Commissariat aux réfugiés (Nations unies)
IDP	Personnes déplacées à l'intérieur du pays
LRRD	Le lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement (Linking Relief, Rehabilitation and Development)
MONUC	Mission d'Observation des Nations Unies en République démocratique du Congo
NOHA	Réseau de formation pour l'aide humanitaire
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Nations unies)
OMI	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
RDC	République démocratique du Congo
UE	Union européenne
UNICEF	Agence des Nations unies pour les droits de l'enfant (United Nations Children's Fund)
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UXO	Engins non explosés (unexploded ordnance)

Crédits photos

IFRC: T. Mayer

ICRC: F. Clark

UNHCR: L. Slezic, N. Behring

UNICEF: J. Horner, R. Chalasani, G. Pirozzi, C. Hyun, M. Furrer

NOHA - MSF - CARE - A.M.I. - IRIN

ECHO: F. Goemans, P. Holdsworth, S. Horner, I. Freisjen, S. Cecchin, O. Minichetti, D. Van Praet, B. Collin, D. Telemans, J. Perez Aparicio, B. Delpuech, A. Lemasson.



Message du Commissaire

« Agir au plus près des besoins »

L'année 2004 a été extrêmement chargée d'urgences humanitaires. Nous avons tous en tête ces terribles images du Tsunami ravageant les côtes de l'Asie du sud ou celles des populations soudanaises fuyant au Darfour.

Par l'intermédiaire de sa Direction Générale de l'Aide humanitaire (ECHO), la Commission européenne a, cette année encore, contribué de façon massive à l'aide aux victimes de crises humanitaires. ECHO travaille dans plus de 60 pays avec un réseau de près de 180 partenaires. Son approche, basée sur l'évaluation des besoins des victimes, permet de dispenser l'aide de façon neutre et impartiale.

La manière d'appréhender la crise humanitaire au Soudan illustre de manière significative cette approche. ECHO a dispensé son aide là où une aide d'urgence était requise par l'état des populations, sans prendre parti.

Au lendemain de ma prise de fonction en tant que Commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire, j'ai tenu à me rendre dans la région du Darfour où se déroule la plus grande crise humanitaire actuelle. Je voulais voir le problème de mes propres yeux et aller à la rencontre de ces populations affamées et terrorisées par la guerre civile. J'ai parlé avec des personnes qui bénéficient des projets d'aide financés par la Commission ; elles m'ont relaté les drames qu'elles ont vécus et j'ai été profondément touché.

ECHO s'est massivement mobilisé pour répondre à cette crise majeure. Les projets supportés représentent pour 2004 un budget de plus de 90 millions d'euros.

Lorsque, le 26 décembre, le tsunami a frappé les zones côtières de onze pays d'Asie du sud, je me suis immédiatement rendu sur place pour évaluer l'ampleur de ce désastre.

Le tsunami a donné lieu à l'expression d'une solidarité internationale exceptionnelle dont la Commission a été le premier acteur. En effet, ECHO a été le premier bailleur à réagir à la catastrophe et à fournir les fonds nécessaires aux partenaires présents sur place.

Aujourd'hui encore, des équipes humanitaires poursuivent les projets financés par l'Union européenne afin de subvenir aux souffrances des plus démunis. Une des premières préoccupations sur laquelle j'ai insisté, et insiste toujours, est d'éviter qu'un vide se crée entre la phase d'urgence humanitaire et la phase de réhabilitation et de

reconstruction. ECHO travaille en étroite collaboration avec les autres services de la Commission pour qu'il y ait une continuité de l'aide dans les pays touchés par le tsunami, comme pour d'autres crises où les perspectives de reconstruction émergent.

L'année 2004 a également été le théâtre d'autres crises humanitaires majeures, comme celles en République démocratique du Congo et en Colombie ; les inondations au Tadjikistan et en Haïti ; les massacres de réfugiés au Burundi ou encore les attaques ciblées contre les civils en Tchétchénie. Cette liste ne s'arrête malheureusement pas là et je ne peux que le déplorer. En revanche, je peux affirmer que l'Union européenne a su répondre à chacune de ces crises et, dans bien d'autres régions, notamment en Afrique et au Moyen-Orient, des millions de victimes ont bénéficié de projets financés par ECHO.

La solidarité européenne n'est donc pas une simple promesse, mais une réalité quotidienne. Cependant, elle s'inscrit dans un contexte difficile. En effet, les acteurs humanitaires évoluent dans un environnement de plus en plus dangereux. Le Droit international humanitaire est régulièrement bafoué et trop nombreux sont les travailleurs humanitaires qui, au cours de cette année, ont été les victimes d'enlèvement ou même d'assassinat. Cependant il est primordial que tous les efforts soient mobilisés afin de permettre de conserver un accès aux zones en crise, et de vérifier le bon acheminement de l'aide.

Enfin, il existe encore dans plusieurs régions, des « crises oubliées », délaissées de tout intérêt médiatique. La Commission soutient des projets d'aide dans ces crises qui ne bénéficient pas forcément du feu des projecteurs. Je suis particulièrement attentif à ce que ces crises ne restent oubliées pour personne.

Agir au plus près des besoins, là où l'aide est requise : voilà le mot d'ordre des acteurs de l'aide humanitaire européenne. Celle-ci symbolise l'essence même du projet européen, puisqu'elle illustre ses valeurs fondatrices : la solidarité, le respect de l'autre, l'engagement personnel.

Louis Michel

Commissaire européen en charge du Développement et de l'Aide humanitaire

Mars 2005

Message du Directeur Général



Comment pouvons-nous améliorer notre réponse aux catastrophes naturelles ?

Le matin du 26 décembre, j'ai allumé la radio, espérant entendre les chants de Noël. À leur place, les premières nouvelles annonçaient la terrible catastrophe naturelle en Asie. Réalisant qu'ECHO devait agir rapidement, je me suis mis en route pour le bureau.

Une petite équipe de collègues s'était déjà rassemblée dans la salle de crise. À ce moment-là, si nous ne savions pas précisément à quel point la situation était grave, nous savions néanmoins qu'elle l'était. C'est pourquoi je n'ai pas hésité à signer ce même jour une décision de première urgence pour 3 millions €, le maximum pouvant être accordé selon cette procédure très rapide dont l'objectif est de répondre aux besoins immédiats sans attendre. L'argent est rapidement arrivé sur le compte de la fédération de la Croix-Rouge internationale - c'était la première réponse d'un donateur à la crise.

Depuis, nous avons encore pris trois décisions et engagé plus de 100 millions € pour soulager la souffrance des victimes du tsunami.

Il s'agit sans aucun doute de la plus grande catastrophe naturelle à laquelle ECHO a jamais été confronté. Mais malheureusement elle n'est ni la première ni la dernière. Même sans le tsunami, 2004 était une mauvaise année pour les personnes vulnérables vivant dans les régions à risques. L'Afghanistan, les Philippines, la Chine, le Bangladesh, l'Inde et le Tadjikistan, tous ces pays ont subi de graves inondations. Les Caraïbes ont été frappées par plusieurs ouragans et le cyclone Gafilo a détruit des maisons et des cultures à Madagascar. Le Maroc et l'Afghanistan ont, eux, souffert de tremblements de terre.

Les experts climatologues du monde entier nous ont avertis que les tempêtes tropicales seraient fortes en 2004. De tous les pays des Caraïbes, Haïti a été le plus fortement touché. Non parce que l'ouragan Ivan s'est particulièrement acharné sur ce pays, mais parce que les habitants, de par leur précarité, ont moins de capacité pour affronter les forces déchainées de la nature. Beaucoup de dégâts et de victimes ont été la conséquence de la pluie torrentielle dévalant le long des collines déforestées pour atteindre et détruire, en contrebas, les logements de fortune trop fragiles pour résister. ECHO, avec son mandat d'aider les plus vulnérables, a alloué plus de 11 millions d'euros pour venir en aide aux populations victimes de cette catastrophe en Haïti.

Par ailleurs, beaucoup de vies ont certainement été épargnées aux Caraïbes et dans d'autres régions grâce aux projets financés dans le cadre du programme de préparation aux catastrophes d'ECHO (DIPECHO). Les programmes de préparation aux catastrophes ne prétendent pas empêcher les désastres ni même fournir des systèmes d'alerte précoce complets. En tant que donateur humanitaire, cela dépasserait largement notre mandat. Cependant, lorsqu'ils sont

mis à l'épreuve, ces projets pilotes à petite échelle basés sur l'implication des communautés locales, peuvent réellement faire une différence. Nous espérons que ces projets réussis seront développés et répétés. Leur impact est multiplié quand les stratégies sont systématiquement intégrées dans les projets de développement à long terme. Il y a tant qui peut être fait pour aider les personnes vulnérables à affronter des risques naturels inévitables.

Parallèlement, les acteurs de l'humanitaire doivent continuer à renforcer leurs capacités pour répondre rapidement aux catastrophes quand les pays touchés sont incapables de faire face. Les instruments flexibles du financement d'ECHO permettent non seulement de fournir des fonds initiaux quelques heures après l'annonce d'une catastrophe, mais également de financer lors de décisions ultérieures, des coûts générés depuis le début de la crise.

En 2004, ECHO a continué de fournir un « financement thématique » aux agences des Nations unies pour améliorer leur capacité de réponse aux catastrophes, par exemple en mettant en place préalablement des stocks d'urgence près des secteurs enclins aux catastrophes. Nous savons, néanmoins, qu'une réponse rapide n'est pas suffisante en soi. Pour être efficaces, les opérations de secours doivent également être bien coordonnées. Les Nations unies jouent un rôle essentiel à cet égard, c'est la raison pour laquelle ECHO finance leurs activités de coordination dans les zones en crise.

Si les catastrophes naturelles ont été très médiatisées ces derniers temps, il est important de se rappeler que la plupart des tragédies humanitaires sont le résultat de l'action humaine: le résultat direct de longs conflits souvent très violents. En 2004, par l'intermédiaire d'ECHO, la Commission a maintenu son aide en faveur des millions de victimes de conflits dans les zones en crise du monde entier.

La Commission européenne défend une aide humanitaire professionnelle et de haute qualité. Nous faisons de notre mieux pour sélectionner les projets qui présentent le meilleur rapport entre l'impact et les dépenses, gérés par des organisations humanitaires, et dont il est possible d'évaluer les résultats. Dans le domaine de l'aide humanitaire, personne ne peut s'autoriser la médiocrité, nous devons toujours essayer de faire mieux. Les victimes ne méritent rien de moins.

António Cavaco

Directeur général d'ECHO

mars 2005



Évènements clés 2004

Janvier

Inondations en Afghanistan

De graves inondations qui se produisent dans la province d'Hérat, dans l'ouest de l'Afghanistan, privent un millier de familles de leur habitation. Les dégâts causés s'ajoutent aux souffrances du pays, qui a connu 23 ans de conflit et cinq ans de sécheresse.

Février

Tremblement de terre au Maroc

Un puissant tremblement de terre fait 500 morts et plusieurs centaines de blessés près d'Al Hoceima, dans le nord du Maroc. Le nombre de sans-abri est estimé à 300 000.

Troubles civils en Haïti

Les célébrations organisées pour le bicentenaire de l'indépendance donnent lieu à un soulèvement violent contre le président Aristide. Les insurgés prennent d'assaut des villes et des villages, contraignant le président à l'exil. Un gouvernement provisoire lui succède.

Attentat contre la communauté des ONG en Afghanistan

Neuf employés d'ONG sont tués lors d'une série d'attentats, qui semblent viser en particulier la communauté des ONG en Afghanistan.

Proclamation de l'état d'urgence au Lesotho

Le Premier ministre du Lesotho, M. Mosisili, proclame l'état d'urgence et demande une aide alimentaire. Les agences d'aide indiquent que des centaines de milliers de personnes sont victimes d'une pénurie alimentaire après trois ans de sécheresse.

Poursuite des violences en Ouganda

Les rebelles de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) tuent au moins 200 personnes dans un camp de personnes déplacées dans le nord de l'Ouganda. Selon les estimations, 1,4 million de personnes sont déplacées en raison du conflit persistant entre la LRA et les forces gouvernementales.

Mars

Madagascar frappé par un cyclone

Le cyclone Gafilo provoque des ravages en atteignant le nord de Madagascar. Des immeubles sont détruits, des arbres déracinés et des villes inondées. Il frappe à nouveau quelques jours plus tard, dans le sud, après avoir changé de direction, faisant 32 morts et laissant des milliers de sans-abri.

Avril

Cessez-le-feu au Soudan

Le gouvernement soudanais et les rebelles de la région du Grand Darfour signent un cessez-le-feu à N'Djamena, au Tchad. Les deux parties s'accordent pour permettre le déploiement rapide et sans restriction de missions de secours, conformément au droit international humanitaire.

Explosion d'un train en Corée du Nord

Plus de 160 personnes sont tuées et des centaines d'autres blessées par l'explosion d'un train, transportant du pétrole et des produits chimiques, qui a heurté une ligne électrique dans la ville de Ryongchon, en Corée du Nord.

Prises d'otages en Irak

Une quarantaine d'enlèvements en un peu plus d'une semaine amènent des agences d'aide et des entreprises à retirer leur personnel sur place. Des informations confirment pour la première fois la mort d'un otage, de nationalité italienne, en Irak.

Mai

Inondations en Haïti et en République Dominicaine

À la suite de graves inondations dans le sud d'Haïti et en République Dominicaine voisine, plus de 2000 personnes ont perdu la vie ou sont portées disparues. Des problèmes de sécurité et d'infrastructure endommagée empêchent la distribution de denrées alimentaires et d'eau salubre.

Inondations en Chine

Le sud de la Chine est ravagé par des inondations, des crues subites et des glissements de terrain. 14 millions de personnes sont touchées et 95 000 habitations détruites.

Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin
- Inondations en Afghanistan	- Tremblement de terre au Maroc - Troubles civils en Haïti - Attentat contre la communauté des ONG en Afghanistan - Proclamation de l'état d'urgence au Lesotho - Poursuite des violences en Ouganda	- Madagascar frappé par un cyclone	- Cessez-le-feu au Soudan - Explosion d'un train en Corée du Nord - Prises d'otages en Irak	- Inondations en Haïti et en République Dominicaine - Inondations en Chine	- Gouvernement intérimaire en Irak - Libération d'un travailleur humanitaire en Tchétchénie

Juin

Gouvernement intérimaire en Irak

La coalition menée par les États-Unis transfère la souveraineté à un gouvernement intérimaire irakien dirigé par le Premier ministre, Iyad Allawi.

Libération d'un travailleur humanitaire en Tchétchénie

Un employé néerlandais travaillant pour l'équipe médicale internationale de Médecins Sans Frontières (MSF), qui avait été enlevé par des hommes armés dans le sud de la république russe du Daghestan en août 2002, est libéré.

Juillet

Tremblements de terre en Afghanistan

Des centaines d'habitations sont détruites lors d'un tremblement de terre qui touche la province de Paktia, dans le sud-est de l'Afghanistan.

Mur de Cisjordanie jugé illégal

La Cour internationale de justice juge contraire au droit international la construction du mur, en Cisjordanie, par les autorités israéliennes.

Inondations au Bangladesh et dans le nord-est de l'Inde

Le Bangladesh connaît les pires inondations jamais enregistrées depuis des années, qui font plus de 600 victimes. Les habitations et les infrastructures sont détruites, et l'agriculture est durement frappée. Sur les 65 districts que compte le pays, 41 sont touchés et plus de 30 millions de personnes sont privées de toit.

Inondations au Tadjikistan

Des inondations et des glissements de terrain provoqués par des pluies torrentielles privent environ 400 000 personnes d'accès à l'eau potable dans la capitale, Douchanbé.



Jul.

- **Tremblement de terre** en Afghanistan
- **Mur de Cisjordanie jugé illégal**
- **Inondations** au Bangladesh et dans le nord-est de l'Inde
- **Inondations** au Tadjikistan

Août

- **Attentat contre un camp de réfugiés** au Burundi
- **Ouragan Charley** dans les Caraïbes
- **Travailleurs humanitaires portés disparus** au Darfour

Sept.

- **Travailleur humanitaire enlevé** à Bagdad
- **Ouragans Frances, Ivan et Jeanne** dans les Caraïbes
- **Accord de rapatriement signé** par le Ghana et le Libéria

Oct.

- **Travailleur humanitaire enlevé** à Bagdad
- **Premières élections démocratiques de l'histoire** en Afghanistan

Nov.

- **Violences** en Côte d'Ivoire
- **Pluies torrentielles** aux Philippines

Déc.

- **Tremblement de terre et tsunami** dans l'océan Indien

Août

Attentat contre un camp de réfugiés au Burundi

160 Tutsis congolais sont assassinés dans un camp de Gatumba, au Burundi, près de la frontière avec la République démocratique du Congo. Un groupe de rebelles Hutus burundais, le Front National de Libération, revendique cette action meurtrière.

Ouragan Charley dans les Caraïbes

L'ouragan Charley s'abat sur Cuba et sur la côte est de la Floride, provoquant des dégâts considérables.

Travailleurs humanitaires portés disparus au Darfour

Au Soudan, huit travailleurs humanitaires sont enlevés dans une zone du Darfour contrôlée par les rebelles. Ils sont libérés quelques jours plus tard.

Septembre

Travailleurs humanitaires enlevés à Bagdad

Deux Italiens et deux Irakiens travaillant pour une ONG italienne basée à Bagdad sont enlevés. Ils sont libérés sains et saufs après trois semaines de captivité.

Ouragans Frances, Ivan et Jeanne dans les Caraïbes

Trois ouragans consécutifs parcourent les Caraïbes : Porto Rico, Haïti, République Dominicaine, Grenade, Bahamas, Jamaïque, Barbade, Cuba, les Îles Caïman, le Venezuela et le sud des États-Unis. Ils font plus de 1 500 morts au total et des centaines de milliers de sans-abri.

Accord de rapatriement signé par le Ghana et le Libéria

Le gouvernement ghanéen signe un accord avec le Libéria et le HCR concernant le rapatriement progressif de 42 000 réfugiés libériens, dont certains ont vécu pendant plus de 14 ans au Ghana.

Octobre

Travailleur humanitaire enlevé à Bagdad

Le directeur de l'organisation caritative CARE International en Irak est prise en otage alors qu'elle se rend à son lieu de travail à Bagdad. L'annonce de son assassinat, un mois plus tard, provoque une vague d'indignation dans le monde entier.

Premières élections démocratiques de l'histoire en Afghanistan

L'Afghanistan organise les premières élections démocratiques de son histoire. Dix millions de personnes se sont inscrites sur les listes d'électeurs, dont un grand nombre de réfugiés afghans vivant au Pakistan et en Iran.

Novembre

Violences en Côte d'Ivoire

La violation du cessez-le-feu par l'armée ivoirienne et la riposte des forces françaises provoquent des émeutes, des pillages et des combats violents à Abidjan.

Pluies torrentielles aux Philippines

Des pluies torrentielles provoquées par le typhon Winnie sèment la mort et font de nombreux blessés aux Philippines. Des villes et des villages entiers sont engloutis sous les eaux.

Décembre

Tremblement de terre et tsunami dans l'océan Indien

Le 26 décembre, le tremblement de terre le plus puissant depuis 40 ans, d'une amplitude de 9 sur l'échelle de Richter, se produit dans l'océan Indien au large des côtes de l'Indonésie. Il provoque un tsunami qui parcourt des milliers de kilomètres en quelques heures seulement. Plus de 290 000 personnes perdent la vie, ce qui fait de cette catastrophe naturelle la plus grave de l'histoire de l'humanité.

Les populations des côtes et des îles d'Indonésie (Sumatra), du Sri Lanka, d'Inde et de Thaïlande paient un lourd tribut et huit autres pays de l'océan indien comptent des victimes. Plusieurs millions de personnes se retrouvent sans habitation et dans le dénuement.

Dossier spécial

Une réponse rapide au tsunami de l'Océan Indien

La responsabilité de l'homme est probablement engagée dans la plupart des crises humanitaires. Cela s'est particulièrement vérifié ces dernières années. Depuis sa création en 1992, les plus grands programmes d'ECHO ont permis d'aider les victimes de la guerre dans des endroits aussi divers que les Balkans, la région des Grands Lacs en Afrique, le Soudan, l'Afghanistan, l'Irak et la Colombie. Les conflits ont tendance à durer, ce que signifie que les besoins peuvent être prolongés et que le travail humanitaire doit être soutenu pendant de longues périodes.

Jusqu'il y a peu, les catastrophes naturelles, bien que terribles pour ceux qui sont affectés, causaient moins de victimes qu'aujourd'hui et les régions touchées s'en remettaient plus vite. De nos jours, l'inquiétude provient de l'augmentation tangible du nombre et de l'échelle des catastrophes naturelles, provoquant un nombre important de morts, de blessés et de destructions. On peut craindre, cependant, que cette tendance soit moins naturelle qu'autrefois et que les conditions climatiques extrêmes telles que tempêtes, inondations et sécheresses, soient causées par l'interférence de l'homme, mettant en jeu l'équilibre écologique de la planète.

Personne ne peut affirmer de façon crédible qu'il en a été de même ce 26 décembre 2004, lors de l'épouvantable secousse sismique qui déchira les fonds marin au large des côtes de Sumatra. Les vagues gigantesques ont traversé des milliers de kilomètres tuant plus de 250 000 personnes, transformant cette secousse en l'une des plus effroyables catastrophes naturelles jamais enregistrée. Des millions de personnes ont alors perdu leurs maisons et leurs biens.

La Commission reconnaît depuis longtemps la nécessité d'une réponse rapide. Les décisions d'urgence peuvent être adoptées en quelques jours et, depuis 2001, une nouvelle procédure de réponse à ce type d'urgence est mise en place. Celle-ci prévoit la disponibilité, en quelques heures, d'une somme pouvant aller jusqu'à 3 millions €, pour des opérations de secours immédiats. Ces deux procédures ont été employées par la Commission lors du tsunami.

Si la rapidité est essentielle, il est également important de s'assurer que l'argent du contribuable soit utilisé efficacement pour alléger la souffrance des victimes de crises humanitaires. L'approche d'ECHO, dans ce contexte comme dans d'autres tragédies, implique l'utilisation d'un « rolling » programme, suffisamment flexible pour s'adapter aux circonstances du terrain. Ce système met l'accent sur l'évaluation des besoins. Dans ce domaine, les experts de terrain ECHO jouent un rôle clé dans l'identi-

fication et l'évaluation des besoins pouvant être couverts par les fonds humanitaires de l'UE.

Lors d'une catastrophe naturelle, la décision initiale doit être rapide; elle est souvent prise avant d'avoir une idée complète de l'ampleur de la tragédie. Cela se justifie par les circonstances, la rapidité étant essentielle. Toutefois, elle n'entrave pas le principe d'allocation de l'aide, basée sur l'identification réelle des besoins. En fait, les besoins initiaux, suite à une catastrophe, sont généralement prévisibles. Il s'agit d'abris temporaires, de couvertures, de produits alimentaires d'urgence et d'approvisionnement en eau, ainsi que d'assistance médicale. Un montant jusqu'à 3 millions € peut toujours être très utile et bien utilisé. Dans les jours qui suivent, grâce aux experts d'ECHO et aux partenaires opérationnels atteignant les zones affectées, les informations se précisent par le biais de rapports envoyés à Bruxelles. Parfois, les nouvelles sont bonnes (ou moins mauvaises) en termes d'ampleur de la catastrophe, et un financement complémentaire n'est pas toujours nécessaire.

En ce qui concerne le tsunami, l'ampleur des dégâts est clairement apparue. La Commission a rapidement réagi en adoptant, avant la fin de l'année, deux décisions d'urgence s'élevant à 20 millions €. Par ailleurs, il a semblé évident que d'autres fonds seraient nécessaires et qu'une attention particulière allait être accordée à la prochaine étape du « rolling » programme.

Évidemment, le budget d'ECHO prévoit des fonds de réserve pour faire face aux besoins imprévus. Les premiers 23 millions d'€ ont d'ailleurs été tirés de cette réserve. Toutefois, quand la crise est grave, les ressources supplémentaires sont obtenues de la réserve d'urgence du budget de la Communauté européenne. Ces ressources doivent être accordées par le Parlement européen et le Conseil des ministres. Pour les victimes du tsunami, 100 millions € ont été demandés au début janvier, et accordés en un temps record. Une quatrième décision, utilisant 80 millions € de ces fonds, a été allouée peu après.

Avec une approche basée sur les besoins, le mandat d'ECHO vise à soulager la souffrance des plus vulnérables. Un grand nombre de ces personnes échappe à l'intérêt médiatique dans des régions du monde telles que le Népal, le désert algérien, la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar. La disponibilité de la réserve d'urgence permet à la Commission de maintenir son engagement dans ces zones de crises oubliées, tout en fournissant l'aide nécessaire aux communautés dévastées des rivages de l'Océan Indien.



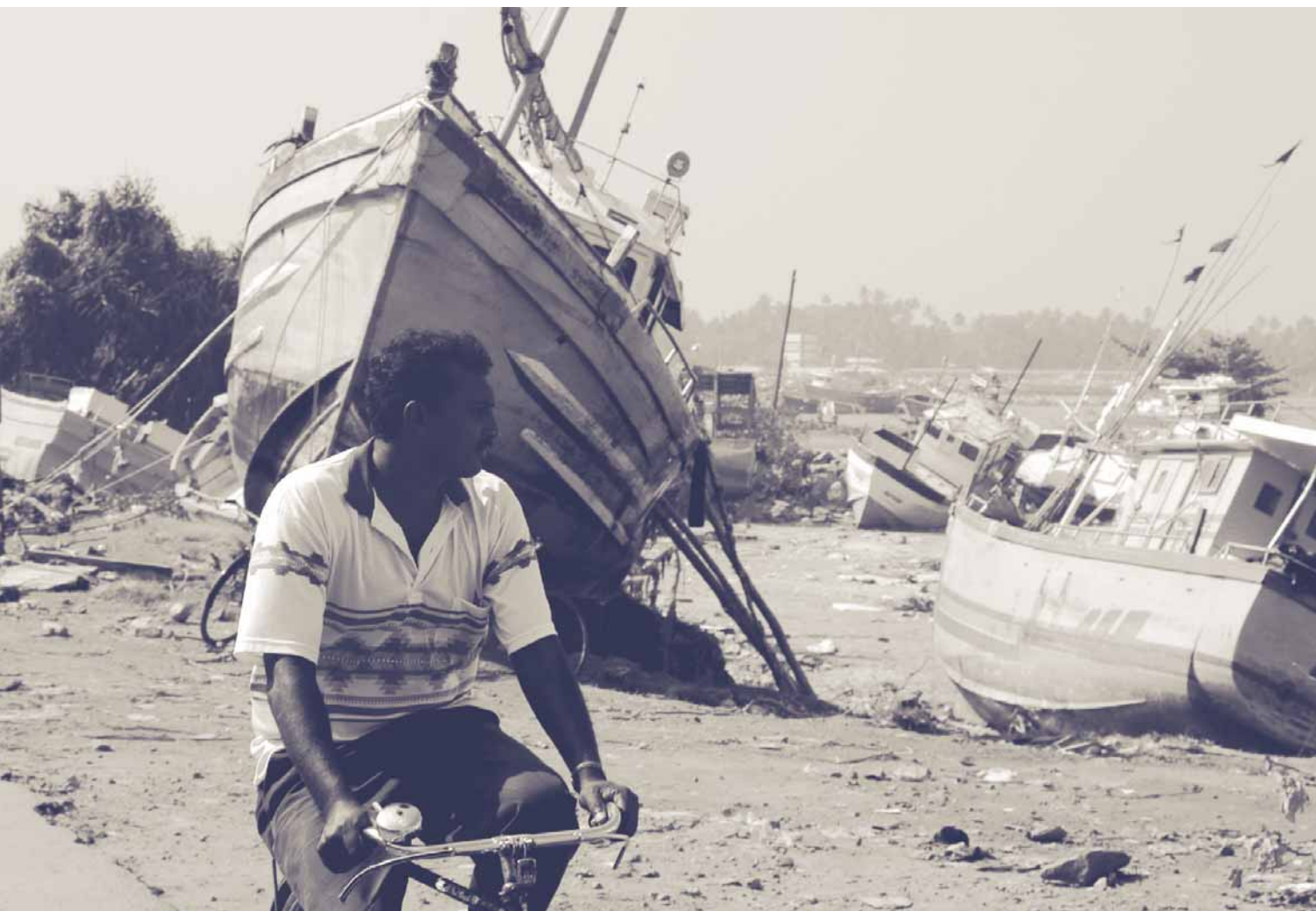
L'aide d'ECHO aux victimes du tsunami

26 décembre 2004. ECHO attribue 3 millions €* selon la procédure de première urgence, à travers le programme de la Fédération de la Croix-Rouge internationale et du Croissant-Rouge.

30 et 31 décembre. Deux décisions supplémentaires de 10 millions € chacune sont prises pour fournir l'aide humanitaire au Sri Lanka, en Indonésie et aux Maldives. Ces décisions financent la fourniture de produits alimentaires, d'articles de premiers secours, de santé, de nutrition, d'eau/hygiène, d'abris temporaires, d'aide psychosociale et de télécommunications.

6 janvier 2005. La Commission demande 100 millions € supplémentaires de la réserve d'urgence de la Communauté européenne. Cette demande est rapidement accordée par le Parlement européen et le Conseil. La majeure partie de ces nouvelles ressources est déployée dans une quatrième décision de 80 millions € pour l'ensemble de la région affectée.

* 0,169 million € provient du budget 2004 d'ECHO. 2,831 millions proviennent du budget 2005, ainsi que les 20 millions des deuxième et troisième décisions.



Soudan: une crise oubliée revient sous les feux des projecteurs

Le plus grand pays d'Afrique a rarement connu la paix depuis son indépendance, en 1956. Par ailleurs, les décennies de guerre civile ont provoqué des besoins humanitaires énormes parmi les soudanais les plus vulnérables et pourtant, le pays a rarement fait la une des médias internationaux.

La guerre civile au Darfour, qui a éclaté en 2003, a connu une forte escalade en 2004, conduisant les Nations unies à la déclarer « la plus grande crise humanitaire du monde ». Jusqu'à ce jour, le conflit a provoqué le déplacement de deux millions de personnes et en a poussé 200 000 autres à fuir au Tchad. Cette région, peu connue au Nord-ouest du Soudan, est soudain devenue le centre de l'attention internationale. La crise humanitaire, provoquée par le conflit, a nécessité une réponse efficace et rapide. Avec une si grande proportion de la population du Darfour déplacée juste avant la saison des semences, la récolte risquait d'être maigre. Une famine majeure se préparait.

Ayant financé des projets au Darfour pendant la dernière décennie, ECHO n'est pas un nouvel acteur dans la région. En réponse au conflit, des programmes supplémentaires d'aide ont été mis en place dès 2003, bien avant que la crise ne fasse la une des médias. Cependant, il est rapidement apparu que, même avec des ressources supplémentaires, il faudrait bien plus pour faire face à la tragédie annoncée.

Ainsi, ECHO a renforcé son aide au Darfour tout au long de l'année, pour faire face aux besoins, au fur et à mesure de leur apparition. Pour compléter les 20 millions € prévus initialement pour le Soudan, une série de décisions rapides ont été prises, pour un total de 83 millions €, afin de venir en aide aux victimes du conflit dans le Grand Darfour, mais aussi aux réfugiés du Tchad. L'ouverture d'un nouveau bureau à Nyala (Sud Darfour) a permis également à ECHO d'accentuer sa présence sur le terrain.

Cependant, le soutien financier à lui seul n'a pas suffi à éviter la catastrophe. L'accès aux victimes reste toujours un problème au Soudan, à cause de la taille du pays, de la pauvreté des infrastructures routières, de la saison des pluies et de l'insécurité. Pendant la première partie de l'année 2004, l'accès aux victimes du Darfour a été encore plus limité par les contraintes bureaucratiques. Beaucoup de partenaires opérationnels ont eu des problèmes pour obtenir les papiers nécessaires pour se déplacer dans les zones touchées.

La communauté internationale a exercé une pression intense sur les parties belligères et sur le gouvernement soudanais, pour permettre aux agences humanitaires d'avoir accès aux zones affectées. Beaucoup de promesses ont été faites, dont la plus significative reste la signature, à N'djamena (Tchad) en avril, d'un cessez-le-feu et d'un

accord sur l'accès humanitaire.

ECHO a activement participé aux plaidoyers internationaux, par exemple en co-présidant un groupe d'alerte aux donateurs, en juin à Genève. Lorsque le Commissaire Louis Michel s'est déplacé au Soudan, en novembre, il a incité les autorités à se soumettre à leur obligation de protection de leurs citoyens. Ceci incluait le désarmement actif et les poursuites contre les groupes armés prenant pour cible la population civile.

La levée des contraintes bureaucratiques a considérablement amélioré la diffusion de l'aide et, dès la seconde moitié de l'année 2004, un programme humanitaire international majeur a été mis en place. Les donateurs ont mis de l'argent sur la table et les agences humanitaires ont accru leurs capacités pour faire face au désastre. Heureusement, la crise alimentaire que tout le monde craignait a pu être évitée.

Cependant, en dépit de développements positifs, la violence a continué de ralentir les opérations humanitaires tout au long de cette année 2004. Hélas, plusieurs travailleurs humanitaires, sur des projets financés par ECHO, ont été kidnappés ou tués alors qu'ils faisaient leur travail. En juin, un employé d'ECHO voyageant avec une mission des Nations unies a été arrêté par des rebelles du Darfour pendant plusieurs jours. Trop souvent, les organisations humanitaires ont été forcées de suspendre leur travail jusqu'à ce que la sécurité soit rétablie et les civils les plus vulnérables ont été à nouveau les principales victimes.

Le Darfour nécessite, bien sûr, une aide massive et l'attention des médias. Cependant, cela ne devrait pas se faire au détriment d'autres régions du Soudan qui ont également besoin de l'aide humanitaire. Dans le Sud, les victimes d'une des plus longues guerres civiles existantes souffrent en silence depuis des décennies. Même lorsque la coopération au développement fut suspendue, ECHO a continué à fournir de l'aide humanitaire aussi bien au Nord qu'au Sud du Soudan (310 millions € depuis 1994).

En janvier 2005, l'accord de paix entre le gouvernement et le mouvement de rébellion du Sud (SPLM/A) a été une étape historique, qui devrait améliorer l'existence de millions de soudanais. Mais le violent conflit du Darfour continue à éclipser ces développements positifs. Reste l'espoir que la consolidation de la paix et de la stabilité dans toutes les régions du Soudan va permettre d'aller de l'avant dans les projets de réhabilitation et de développement durable. Il est cependant clair que même si la paix est instaurée dans tout le pays, les besoins humanitaires devront encore être couverts par la communauté internationale, pendant encore un certain temps. À travers ECHO, la Commission européenne a financé l'aide humanitaire au Soudan et compte assurer une présence tant qu'il y aura des besoins, même après le départ des médias.



«Mon peuple saura qu'il ne doit pas me suivre»

Seref Marou est le chef de la communauté du camp de Kasab, à côté de Kutum, dans la région du Darfour. Avant la guerre, son peuple était composé essentiellement de fermiers et de marchands. Quand son village fut attaqué, certains ont fui au Tchad, d'autres à Kabkabiya et d'autres sont venus ici, à Kutum. Il lui a fallu trois jours de marche pour venir de son village à Kutum. Lorsqu'ils sont arrivés, ils se sont assis à l'abri de quelques arbres. Ils ont séjourné avec quelques personnes au village, jusqu'à ce que des travailleurs humanitaires arrivent et leur fournissent des bâches en plastique pour leur permettre de se construire des tentes.

Il habite le camp depuis sa création. Seref dit qu'il n'y a pas grand-chose à faire pendant la journée, les hommes restent juste assis à l'ombre.

«Je ne pense pas retourner chez moi maintenant» dit-il. «Mais si un jour la sécurité revient, notre terre natale est mieux qu'ici. Si quelqu'un nous dit que c'est de nouveau en sécurité, j'irai là-bas moi-même. Si je ne reviens pas, alors mon peuple saura qu'il ne doit pas me suivre.»



Activités d'ECHO

En bref

Aspects politiques

En 2004, la réponse d'ECHO aux crises humanitaires a été répartie en 102 décisions de financement, pour un total de 570,4 millions €. Sa réponse aux urgences humanitaires a suivi l'évolution globale des besoins, ce qui se reflète dans la distribution régionale des financements. Les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ont été les bénéficiaires les plus importants (301,6 millions €), suivis par l'Asie (111,1 millions €). En réponse à la crise humanitaire au Darfour (Soudan), ECHO a demandé une enveloppe supplémentaire de 25 millions € à l'autorité budgétaire (Parlement européen et Conseil des Ministres), portant le financement total pour ce pays à 91 millions €. Un important soutien financier continue d'être apporté à la population palestinienne (37,4 millions €) afin de répondre aux besoins humanitaires basiques en l'absence d'un accord politique au Proche-Orient. Les énormes besoins humanitaires en Tchétchénie, résultat de plus de quatre ans de conflit, continuent d'être largement ignorés par la communauté internationale. Par conséquent, ECHO y a maintenu un niveau élevé de financement (28,5 millions €).

La stratégie annuelle d'aide d'ECHO a continué d'être centrée sur les crises oubliées, qui ont suscité peu d'intérêt dans l'opinion publique ou politique et pour lesquelles peu d'autres donateurs étaient présents. Pour 2004, les crises identifiées comme les plus oubliées sont les suivantes: Algérie (réfugiés du Sahara occidental), République démocratique du Congo, Guinée, Haïti, Inde, Myanmar/Birmanie, Népal, Nord Caucase (Tchétchénie), Thaïlande, Somalie, Soudan, Ouganda et Yémen. L'aide totale allouée à ces crises oubliées durant l'année s'est élevée à 238 millions €, ce qui représente 42 % du total des fonds.

Comme au cours des années précédentes, ECHO a dû réagir à de nouvelles urgences en 2004, en particulier le 26 décembre pour le tsunami en Asie du sud. La Commission européenne a approuvé trois décisions entre le 26 et le 31 décembre pour financer des actions d'aide aux victimes.

Reconnaissant le rôle central qu'occupent les agences clés des Nations unies dans l'apport effectif d'aide humanitaire, ECHO a soutenu leur mandat principal sur une base

plus systématique via des financements thématiques. Les activités financées incluent: le développement de systèmes d'information par l'Office des Nations unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), le développement d'outils d'évaluation des besoins utilisés par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le renforcement de la capacité de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à répondre à des urgences sanitaires et le renforcement du travail de protection des enfants et de réponse à l'urgence du Fonds des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF).

Dans le cadre de DIPECHO (programme de préparation aux catastrophes), ECHO a adopté des plans d'actions spécifiques pour l'Asie Centrale, l'Amérique Centrale et l'Asie du Sud-Est. En outre, ECHO a continué d'incorporer des activités de préparation aux catastrophes dans ses programmes humanitaires plus larges. Dans le cadre des financements thématiques, ECHO a soutenu des initiatives internationales visant à renforcer la préparation aux catastrophes, notamment à travers le développement d'un système d'alerte global avec OCHA et le Centre Commun de Recherche de la Commission européenne, et à travers le soutien financier pour la Conférence mondiale sur la réduction des catastrophes naturelles qui s'est tenue en janvier 2005, à Kobé au Japon.

Comme lors des années précédentes, ECHO a entretenu une relation active avec les autres institutions de l'UE, avec les États Membres, les organisations internationales et d'autres acteurs pertinents, comprenant d'importants donateurs extérieurs à l'UE comme les États-Unis. Au niveau de l'UE, ECHO a été vigilant et actif en s'assurant que les principes humanitaires occupent toujours une place privilégiée sur l'agenda aussi bien au sein des institutions européennes que dans les forums internationaux. Grâce à cette approche, une clause spécifique entérinant les principes humanitaires a été insérée dans le projet de Constitution européenne.

Finances et audit

La programmation financière d'ECHO se base sur une évaluation approfondie des besoins humanitaires dans le monde, en prenant en compte les points de vue des partenaires opérationnels. Initialement, ECHO a mis de



Le "Generic Security Guide" fournit des conseils complets sur tous les aspects de la sécurité. Il est disponible à toutes les ONG et autres organisations humanitaires.

côté 15 % de son budget opérationnel de 2004 pour couvrir des besoins urgents imprévus. Au cours de l'année, il est clairement apparu que ces fonds ne seraient pas suffisants pour répondre à l'ampleur des besoins supplémentaires, particulièrement au Darfour (Soudan). ECHO a donc demandé que son budget initial de 490 millions € soit porté à 570,4 millions €. 100 % des fonds alloués ont été engagés à travers 837 contrats.

ECHO a accompli 27 audits de terrain concernant des projets effectivement en cours, ainsi que 19 audits de desk concernant des subventions. 13 audits de bureaux d'ECHO ont également été finalisés. La vérification des coûts occasionnés par des partenaires des Nations unies, pour des projets financés par ECHO a également commencé. Un cabinet d'auditeurs professionnels contracté pour examiner des projets financés par ECHO au siège européen des partenaires opérationnels a finalisé 71 audits en 2004. Les résultats obtenus constituent une aide importante pour améliorer les contrôles administratifs et financiers des partenaires.

Évaluation

Le travail d'évaluation entrepris par ECHO tout au long de l'année s'est concentré sur l'étude de thèmes clés, l'examen d'opérations menées par des partenaires sélectionnées ainsi que sur une analyse des opérations financées par ECHO dans des pays ou des régions choisis.

Du côté thématique, ECHO :

- a participé à une étude conjointe aux États membres de l'UE sur la qualité des programmes d'aide aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Les conclusions et recommandations ont été présentées dans un rapport de synthèse ;
- a lancé une évaluation pour connaître jusqu'à quel point les questions horizontales telles que la sécurité, le VIH/SIDA, l'eau/assainissement, sont prises en considération dans les opérations humanitaires ;

- a exploré les moyens permettant de mieux cibler la prévention du VIH/SIDA dans les programmes d'aide. L'étude a débouché sur un document abordant le rôle spécifique d'ECHO ainsi que les lignes directrices de référence pour les acteurs de terrain.

Les évaluations sur les partenaires, achevées durant l'année, ont concerné la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et l'ONG française Action contre la Faim (ACF). Les deux organisations sont apparues comme des partenaires fiables ayant des standards élevés de professionnalisme et une gestion saine.

D'un point de vue géographique, des opérations financées par ECHO ont été évaluées en Corée du Nord, au Sri Lanka, au Zimbabwe, en République démocratique du Congo, au Proche-Orient et aux Caraïbes (pour des actions de préparation aux catastrophes). La conclusion globale des évaluateurs a été que les actions financées par ECHO dans ces pays/régions ont atteint les objectifs humanitaires.

Sécurité

ECHO a entrepris une étude sur la sécurité, en réponse aux conditions toujours plus difficiles dans lesquelles s'inscrit le travail des humanitaires sur le terrain. L'étude s'intitule « Standards and practices for the security of humanitarian personnel and advocacy for humanitarian space ». À la suite d'une consultation auprès de 75 organisations humanitaires partenaires, sur une période de neuf mois, trois publications ont été produites : un guide générique de la sécurité, un répertoire de formation pour la sécurité et un rapport sur la sécurité du personnel humanitaire. Le rapport met en lumière six recommandations de bonnes pratiques, mais identifie également le besoin des organisations humanitaires à améliorer l'enregistrement des incidents de sécurité (avérés ou qui ont failli se produire).



Session d'ouverture pour les étudiants du programme NOHA (aboutissant à un Master en Aide humanitaire).

Information et communication

ECHO a organisé, conjointement avec le Parlement européen, une « Journée Solidarité Jeunesse » en janvier 2004. 540 jeunes et 60 professeurs provenant des 15 États Membres ont fait le voyage jusqu'à Bruxelles pour l'événement. Ils ont participé à des sessions interactives conduites par des ONG et ont débattu d'une résolution sur l'aide humanitaire de l'UE à la chambre du Parlement européen.

Un guide de Lignes directrices pour améliorer la communication conjointe entre ECHO et ses partenaires a été produit. Celui-ci propose des moyens innovants et de faible coût pour atteindre des objectifs de communication commune.

Plusieurs publications ont été produites telles que le Rapport Annuel d'ECHO, une brochure sur le programme DIPECHO, quatre dépliants sur des programmes dans différents pays ainsi qu'une plaquette de présentation d'ECHO, dans quatre langues. D'autres activités ont été mises en œuvres pour informer le public sur les actions d'ECHO, telles que des présentations lors de conférences et auprès des visiteurs, la préparation de briefings et de matériel pour les médias, des campagnes d'affichages aux quatre coins de l'Europe et un soutien aux productions audiovisuelles mettant l'accent sur des thématiques humanitaires.

Formation et études

Un programme de formation complet sur le nouveau cadre légal régissant les relations d'ECHO avec ses partenaires a été lancé, couvrant aussi bien les partenaires opérationnels que le siège d'ECHO et le personnel de terrain.

Dans le cadre des subventions allouées pour des formations et des études, Oxfam (RU), Caritas (Allemagne) et Solint (Italie) ont organisé des séminaires et des sessions de formation avec comme support des CD-roms interactifs et d'autres matériels d'apprentissage.

ECHO a également continué de soutenir le Network On Humanitarian Assistance (NOHA), qui offre un Master européen d'un an à travers sept universités participantes. Les étudiants suivent un programme qui fournit une vue d'ensemble complète de l'environnement de l'aide humanitaire. Leurs études sont complétées par un stage qui s'effectue soit au sein d'une organisation humanitaire, soit au siège d'ECHO.



ECHO dans le monde

Financement des actions humanitaires par pays/région

Afrique australe (Lesotho et Swaziland)

Financement - 2 millions €

Le Lesotho et le Swaziland sont en butte à une crise complexe conjuguant sécheresse, pertes de récoltes, politiques agricoles inefficaces et activité économique en baisse. La situation est encore aggravée par le fait que les taux de prévalence du VIH/SIDA sont les plus élevés du monde (39 % des adultes au Swaziland et 29 % au Lesotho). Par ailleurs, un grand nombre de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire.

ECHO est venu en aide aux foyers vulnérables dans les zones rurales touchées par la sécheresse: compléments alimentaires, alimentation scolaire et colis familiaux en faveur d'un nombre de personnes estimé à 87000 (enfants et adultes affectés par le VIH/SIDA). Plus de 12000 foyers ont reçu des intrants agricoles destinés à les aider à retrouver un certain niveau d'autosuffisance. Des fonds ont également été consacrés à la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation au VIH/SIDA.

Afrique de l'Ouest

Financement - 1 million €

ECHO a continué à financer des projets d'aide d'urgence en réponse aux apparitions de maladies transmissibles en Afrique de l'Ouest, où près de 200 millions de personnes sont menacées. Les cas de méningite, de choléra et de fièvre jaune ont continué à peser lourdement sur les systèmes de santé locaux. Le personnel a pu évaluer rapidement ces épidémies répétées, et ainsi distribuer les médicaments à un nombre de personnes affectées aussi important que possible. ECHO a également contribué à l'effort de prévention par des campagnes d'immunisation et de sensibilisation et par des activités d'adduction d'eau/assainissement.

Afrique de l'Ouest côtière (Libéria, Sierra Leone, Guinée et Côte d'Ivoire)

Financement - 24,3 millions €

Les pays de l'Afrique de l'Ouest côtière ont connu une succession de conflits au cours des 14 dernières années. Le Libéria et la Côte d'Ivoire ont été particulièrement touchés récemment.

Les Libériens ont subi pendant plus d'une décennie des déplacements, des harcèlements et des violations des droits de l'homme. Selon les Nations unies, 500000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays au cours de cette période. Un accord de paix, signé à Accra en août 2003, a permis aux organisations humanitaires d'intervenir en dehors de Monrovia. Les fonds d'ECHO ont principalement servi pour des soins de santé, de l'eau/assainissement, des objets essentiels non alimentaires et de la protection. Les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays ont commencé à rentrer chez elles, processus soutenu par ECHO.

La situation en Côte d'Ivoire est restée fortement instable. De grandes parties du pays n'avaient pas de services publics et le territoire a été divisé entre le gouvernement et les forces rebelles. Quelque 750000 Ivoiriens ont été déplacés, alors que 64000 réfugiés libériens vivaient déjà dans le pays. L'assistance d'ECHO s'est concentrée sur la santé, la nutrition et la protection. Des fonds supplémentaires ont été débloqués en novembre pour venir en aide aux personnes vulnérables directement touchées par une montée de violence.

En Sierra Leone, la stabilisation de la situation s'est poursuivie, 228000 réfugiés étant rentrés chez eux au cours des deux années précédentes. Suite au passage réussi à une situation de réhabilitation et de développement à plus long terme, ECHO s'est retiré du pays, bien qu'il continue de suivre la situation de près de manière à pouvoir intervenir rapidement en cas d'urgence. De nombreuses opérations préalablement financées par ECHO ont été intégrées dans des opérations de plus longue durée au titre du Fonds européen de développement (FED). Bien qu'un grand nombre des personnes qui ont fui vers la Guinée ces dernières années pour échapper aux conflits soient maintenant rentrées chez elles, on estime

à 80000 le nombre de réfugiés se trouvant encore dans le pays. C'est ainsi qu'ECHO a axé son assistance sur les besoins persistants de cette population.

Angola, Namibie et Zambie

Financement - 11,8 millions €

Malgré le cessez-le-feu datant de 2002, les séquelles de la guerre civile qui a secoué l'Angola pendant une trentaine d'années ont continué de peser lourdement sur le pays. Le rapatriement et la réintégration des réfugiés ont induit d'importants besoins permanents. Un grand nombre de réfugiés vivait encore dans les pays voisins (RDC, Zambie et Namibie) à la fin de l'année alors que 70 % des 3,8 millions de personnes déplacées qui sont rentrées chez elles l'ont fait sans assistance, vers des régions inadaptées. Les mines antipersonnel et les infrastructures de mauvaise qualité continuent d'entraver l'accès à ces zones, ce qui perpétue l'insécurité alimentaire.

ECHO a centré son action sur le retour et la réinstallation des personnes qui avaient fui les combats. ECHO a soutenu le rapatriement d'environ 45000 réfugiés de Namibie et de Zambie, et financé un large éventail de projets concernant notamment l'aide nutritionnelle, les soins de santé primaires, l'eau et l'assainissement d'urgence et la fourniture de semences et de bétail. Des fonds ont également été alloués à des programmes de prévention et de sensibilisation au VIH/SIDA et à des actions de déminage.

Bahamas

Financement - 0,48 million €

L'ouragan Jeanne a frappé les Bahamas en octobre, deux mois à peine après l'ouragan Frances. Ces deux ouragans ont eu des effets profondément dévastateurs. ECHO a financé la distribution de denrées alimentaires et de produits de première nécessité, ainsi que des soins de santé, pour 2000 à 3000 familles haïtiennes touchées par les ouragans, qui s'étaient installées illégalement sur les îles d'Abaco, de Grand Bahama et d'Eleuthera

Bangladesh

Financement - 5,762 millions €

En juillet, le Bangladesh et le nord-est de l'Inde ont subi leur plus grave inondation depuis plusieurs années. Outre le grand nombre de victimes, les cultures et le bétail ont été durement touchés et un grand nombre de personnes ont été bloquées chez elles.

En premier lieu, ECHO a alloué des fonds d'urgence pour de l'eau potable, des fournitures médicales, des abris, des denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité. Une décision de suivi, adoptée après une nouvelle inondation en septembre, s'est centrée sur le soutien aux moyens de subsistance et l'amélioration des systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement.

ECHO a par ailleurs maintenu son soutien aux Jumma de la région des Chittagong Hill Tracts touchés par la violence, en leur offrant des abris, en répondant à leurs besoins fondamentaux et en instaurant des mesures d'aide à la reconstruction des moyens de subsistance des personnes touchées.

Burundi

Financement - 18,99 millions €

Malgré l'entrée en fonction d'un gouvernement de transition en novembre 2003, le Burundi se trouve toujours dans une situation humanitaire extrêmement précaire. Outre les 300000 victimes estimées d'une guerre civile qui dure depuis dix ans, près d'un million de personnes ont été déplacées durant le conflit. Nombreux sont les Burundais qui ont fui vers les pays voisins, tandis que d'autres ont été déplacés à l'intérieur du pays. Avec les mauvaises récoltes et la propagation de la maladie du manioc, on estimait qu'un Burundais sur cinq risquait de mourir de faim.

Le processus de réinstallation, qui a débuté en 2002, s'est poursuivi. On estime tout de même que 700000 Burundais se trouvent encore en Tanzanie et leur rapatriement devrait encore se poursuivre pendant au moins deux ans. À la mi-2004, près de la moitié des 280000 personnes déplacées à l'intérieur du pays vivant dans des camps avaient pris le chemin du retour ou étaient déjà rentrées chez elles. La majeure partie du territoire du Burundi était accessible, même les régions de l'est limitrophes de la Tanzanie, où le conflit fait rage depuis plus de sept ans. En revanche, les combats à Bujumbura Rural ont continué de provoquer des déplacements temporaires à proximité de la capitale.

ECHO a concentré son action (au titre d'un « plan global » de 15 millions €) sur la réduction de la mortalité et de la morbidité, notamment au sein des populations les plus vulnérables (réfugiés, rapatriés, personnes déplacées, femmes et enfants). Les fonds ont été alloués au premier chef à des projets liés à la santé et à la nutrition, à la sécurité alimentaire, à l'eau et à l'assainissement. Une enveloppe de 3,99 millions € supplémentaires a été attribuée afin d'aider à reloger les réfugiés congolais (RDC) au Burundi suite à un massacre perpétré dans la commune de Mutimbuzi, et pour aider les Burundais rentrés chez eux.

Cambodge

Financement - 3,5 millions €

Bien que la situation humanitaire au Cambodge ne soit plus critique, il existe encore des foyers d'extrême vulnérabilité. Seulement 26 % de la population a accès à une source adéquate d'eau potable et les taux de mortalité infantile sont les plus élevés de la région.

ECHO a centré son action sur deux secteurs: l'accès à une eau salubre et la santé (campagnes de vaccination et vermifugation de masse des enfants).

En 2004, 160000 enfants et mères ont bénéficié d'interventions sanitaires financées par ECHO. De plus, au moins 90000 Cambodgiens ont bénéficié des actions d'ECHO en matière d'eau et d'assainissement.

Caucase du Nord (crise en Tchétchénie)

Financement - 28,5 millions €

Le conflit en Tchétchénie a provoqué des dégâts matériels considérables et d'énormes souffrances humaines. On estime à 50000 le nombre de Tchétchènes toujours en exil dans les républiques voisines et à 140000 les personnes déplacées à l'intérieur de la Tchétchénie.



ECHO a libéré des fonds importants pour aider à répondre aux besoins de plus de 450 000 personnes touchées par la crise, tant en Tchétchénie qu'en Ingouchie et au Daghestan. Ces fonds ont servi à fournir une aide alimentaire de base aux personnes vulnérables dans les trois républiques, à alimenter Grozny en eau, à apporter un soutien aux hôpitaux et aux soins de santé primaires en Tchétchénie et à la construction d'abris pour les personnes déplacées en Ingouchie, ainsi qu'à la fourniture d'objets non alimentaires et à des activités de protection des personnes déplacées dans les trois républiques.

D'autres actions financées par ECHO ont porté sur la poursuite des campagnes de sensibilisation aux mines pour les enfants en Ingouchie et en Tchétchénie, sur l'amélioration des conditions sanitaires par la construction de latrines, de points d'eau et de douches dans les camps de personnes déplacées en Ingouchie, et sur le soutien à l'enseignement primaire et à la formation professionnelle en Tchétchénie et en Ingouchie.

Chine

Financement - 2 millions €

La Chine a été touchée par une série de graves inondations, dont certaines très soudaines, et par des glissements de terrain. Quatorze millions de personnes ont été touchées, 95 000 logements ont été détruits et près de 400 000 tonnes de récoltes emportées.

ECHO a financé des projets axés sur l'assainissement, l'approvisionnement en eau, la santé et l'hygiène dans les communautés rurales à faible revenu touchées par les inondations. ECHO a également soutenu des actions de préparation aux catastrophes destinées à réduire l'impact d'éventuels futurs événements similaires.

Corée du Nord

Financement - 28,5 millions €

La catastrophe ferroviaire de Ryongchon en avril 2004 a fait 161 morts et un nombre bien plus important de blessés, provoqué des destructions généralisées et laissé de nombreuses personnes sans abri. En réponse à une demande officielle d'aide internationale, ECHO a financé la fourniture rapide de matériel médical de première nécessité, des trousseaux de premiers soins, des ustensiles de cuisine, des pastilles pour décontaminer l'eau, des tentes, des couvertures et des bâches.

Ces dernières années, les besoins humanitaires ont persisté en Corée du Nord. Des pénuries alimentaires fréquentes ont engendré une malnutrition généralisée et ont accru la vulnérabilité aux maladies, notamment chez les enfants. Le système de santé doit faire face à de graves pénuries de ressources. Les systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement sont caractérisés par leurs dysfonctionnements et les coupures d'électricité sont courantes.

ECHO a centré son action sur les besoins des enfants au travers de la réhabilitation des services de maternité, de la fourniture d'aliments thérapeutiques et de compléments en vitamine A, et de la mise en place de programmes de vermifugation. ECHO a également continué à fournir le matériel et les médicaments dont le pays a tant besoin et a contribué à la remise en état des centres médicaux, des hôpitaux, des services médicaux spécialisés, des systèmes d'alimentation en eau et des installations sanitaires.

Crise afghane (Afghanistan, Pakistan, Iran)

Financement - 35,16 millions €

Depuis la fin de la vaste opération militaire de 2002, plus de trois millions de personnes, réfugiées au Pakistan et en Iran et déplacées à l'intérieur du pays, sont rentrées chez elles en Afghanistan. Cependant, après 23 ans de conflit et cinq années de sécheresse, le pays doit toujours faire face à des besoins énormes.

En 2004, ECHO a maintenu son assistance aux groupes les plus vulnérables, notamment en soutenant le retour et la réintégration des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Les activités ont notamment porté sur la remise en état des systèmes d'adduction d'eau/d'assainissement et la fourniture d'abris, ainsi que sur les soins de santé, la nutrition et la protection, en faveur des rapatriés, des personnes déplacées à l'intérieur du pays, d'autres personnes vulnérables en Afghanistan et des réfugiés afghans au Pakistan et en Iran.

Compte tenu des problèmes posés par le manque d'accès et l'insécurité, ECHO a continué à financer des opérations essentielles de transport aérien et des services de conseil sur la sécurité aux ONG.

Colombie et Équateur

Financement - 8,5 millions €

Plus de trois millions de Colombiens ont été contraints de quitter leur foyer depuis 1985 en raison du conflit opposant le gouvernement et diverses factions armées. En 2004, les offensives de l'armée dirigées contre les guérillas dans les zones rurales ont généré de nouveaux déplacements. Bon nombre des personnes qui ont fui vivent dans des bidonvilles dépourvus d'installations adéquates d'approvisionnement en eau et d'assainissement, de services de santé et d'éducation.

C'est principalement le partenaire d'ECHO, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui répond aux besoins élémentaires au cours des trois premiers mois suivant le déplacement. Le CICR est en effet la seule organisation à bénéficier d'un accès significatif aux régions concernées par les déplacements de population. En 2004, 120 000 personnes récemment déplacées ont bénéficié de projets financés par ECHO.

ECHO a également apporté son aide à 40 000 personnes après leur déplacement (entre 3 à 12 mois). Les fonds, qui ont été en grande partie canalisés par l'intermédiaire d'ONG européennes, ont servi à fournir un abri temporaire, des services d'adduction d'eau et d'assainissement, des soins de santé de base et un soutien psychosocial. Un accent particulier a été mis sur les zones rurales isolées, où les services publics sont limités et les personnes plus vulnérables.

L'Équateur a accueilli un nombre croissant de réfugiés colombiens, un millier d'entre eux franchissant la frontière chaque mois pour trouver asile. Selon les estimations, 350 000 Colombiens vivent aujourd'hui légalement ou illégalement en Équateur. ECHO a versé des fonds au HCR afin de mettre en place des mécanismes efficaces de protection et d'enregistrement pour ces demandeurs d'asile, de leur fournir une aide d'urgence à leur arrivée dans le pays et de faciliter leur intégration socio-économique.

Un financement d'urgence de 500 000 euros a par ailleurs été

alloué pour venir en aide aux communautés des zones isolées suite aux graves inondations de l'automne, les plus graves depuis de nombreuses années.

Congo (République démocratique du)

Financement - 40 millions €

L'entrée en fonction d'un gouvernement de transition en juillet 2003 a officiellement mis un terme à sept années de guerre civile en RDC. Alors que cet événement offrait une occasion d'instaurer une paix durable, le pays doit toujours faire face à des besoins humanitaires gigantesques.

Quelque quatre millions de personnes ont été déplacées par le conflit et des années de combats ont dévasté le système de santé, ce qui a eu pour conséquence que les taux de mortalité imputables à des maladies courantes comme le paludisme ont explosé. Le VIH/SIDA s'est également propagé rapidement. L'accès réduit aux denrées alimentaires dans les zones touchées par le conflit a eu pour conséquence une insécurité alimentaire généralisée et une malnutrition aiguë.

Au cours des cinq dernières années, ECHO a été le principal donateur d'aide humanitaire dans ce pays et s'est surtout intéressé aux plus démunis, les enfants et les femmes notamment. Ouvrant la voie à un redressement durable, ECHO a appuyé la remise en état du système local de soins de santé et financé des interventions médicales préventives, des activités liées à la sécurité alimentaire, ainsi que le retour et la réinstallation des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Congo (République du)

Financement - 2 millions €

Le conflit qui secoue de longue date la région du Pool en République du Congo a eu des conséquences désastreuses pour la population civile. Les structures sociales et médicales ont été détruites et la production agricole gravement perturbée. ECHO a contribué à améliorer les conditions de vie de plus de 100 000 personnes vulnérables touchées par le conflit. Les fonds ont servi à renforcer la sécurité alimentaire et les soins de santé et à réinstaller des populations déplacées.

Cuba

Financement - 1 million €

En 2004, Cuba a été touché par les ouragans Charley et Ivan, qui ont considérablement endommagé les maisons, les écoles, les installations sanitaires et les cultures. Quelque deux millions de personnes ont été évacuées temporairement de leur maison. Le bilan suite au passage des ouragans a été le suivant : près de 6 000 maisons totalement détruites (laissant 22 000 personnes sans abri) et plus de 89 000 maisons endommagées. ECHO a fourni une aide pour remplacer les toits ainsi que des ustensiles de cuisine essentiels en faveur de 18 000 personnes environ.

Érythrée

Financement - 1 million €

Le déclenchement d'une nouvelle sécheresse à la fin de 2002 a poussé ECHO à reprendre ses activités en Érythrée. Le niveau de la nappe phréatique a baissé suite à quatre années de précipitations insuffisantes, et les femmes et les enfants sont contraints de marcher longtemps avant de trouver de l'eau. La quantité d'eau consommée par personne est tombée à un tiers de la moyenne quotidienne recommandée. La sécheresse est également à l'origine de graves pénuries de





cultures et de nombreuses têtes de bétail ont péri, d'où une insécurité alimentaire généralisée. Des dizaines de milliers de personnes souffrent d'une pénurie d'eau et de problèmes nutritionnels.

Les fonds d'ECHO ont permis de répondre aux besoins en eau, en soins de santé et en alimentation d'un nombre de personnes estimé à 150 000, et surtout de femmes et d'enfants vivant en milieu rural.

Éthiopie

Financement - 6,998 millions €

La sécheresse de l'année précédente a intensifié la vulnérabilité en Éthiopie, où des besoins nouveaux sont rapidement apparus en 2004. L'insuffisance des précipitations dans des zones telles que la région Somali a entraîné l'épuisement des réserves d'eau. La surface de pâturages disponibles a été fortement réduite et des pertes de bétail de 60 % ont été enregistrées dans certaines régions, entraînant des pénuries de lait, aliment de base des communautés pastorales marginalisées.

L'aide d'ECHO s'est centrée sur l'amélioration de l'accès à l'eau des communautés pastorales, ainsi que sur la promotion des soins de santé et la fourniture de compléments alimentaires et d'aliments thérapeutiques aux personnes souffrant de malnutrition. ECHO a financé des vaccinations de bétail afin de maintenir un stock d'animaux sains, aptes à fournir du lait. Une aide d'urgence en matière nutritionnelle et d'adduction d'eau a également été fournie pour les zones touchées par la sécheresse, de même que des médicaments pour lutter contre une épidémie de paludisme et d'autres maladies.

Géorgie

Financement - 4 millions €

La Géorgie a continué à se heurter à des difficultés humanitaires considérables et oubliées, héritage du conflit survenu en 1992 dans la République autonome d'Abkhazie, qui a abouti au déplacement de plus de 250 000 personnes. Le refus de l'aide internationale pour les victimes de cette crise a eu pour effet que les besoins essentiels d'un grand nombre de personnes n'ont pas été satisfaits. ECHO a financé la fourniture de denrées alimentaires et des programmes générateurs de revenus pour 60 000 personnes parmi les plus vulnérables de Géorgie occidentale, dont la République d'Abkhazie. Il a également appuyé la remise en état de centres pour personnes déplacées et l'accès aux soins de santé primaires pour les femmes et les enfants.

Grenade

Financement - 3 millions €

L'ouragan Ivan a causé des dégâts généralisés à la Grenade, près des deux tiers des 95 000 résidents du pays ayant été privés de toit après son passage. ECHO est venu en aide à quelque 5 000 familles parmi les plus touchées. Une aide d'urgence a été fournie sous la forme de denrées alimentaires, d'eau, d'abris, de produits d'hygiène et de bâches de couverture. ECHO a également financé des projets d'adduction d'eau et de réhabilitation sanitaire et, dans un deuxième temps, la réparation des logements familiaux ainsi que des actions de sécurité alimentaire.

Guatemala

Financement - 0,8 million €

Au Guatemala, la malnutrition chronique touche un grand nombre de femmes et près de la moitié des enfants de moins de cinq ans. Compte tenu de l'insuffisance, voire de l'absence, de couverture médicale, et aucun système central ne permettant d'alerter les organismes de ce problème, les populations autochtones des zones rurales isolées sont particulièrement menacées. C'est pourquoi ECHO a centré son action sur la détection précoce de la malnutrition et sur la formation des travailleurs de la santé qui se spécialisent en nutrition. ECHO a également financé une aide nutritionnelle directe en faveur des enfants souffrant de grave malnutrition dans certaines zones isolées ne bénéficiant d'aucune autre mesure d'aide.

Haïti

Financement - 11,565 millions €

Cela fait plusieurs années qu'Haïti se heurte à une grave crise politique et socio-économique. La situation s'est sérieusement détériorée en février 2004, lorsque des rebelles armés et des gangs criminels se sont emparés de villes du nord, perturbant fortement l'activité économique et exacerbant les souffrances des personnes vulnérables qui avaient déjà du mal à s'en sortir. ECHO n'a pas tardé à réagir en finançant des soins de santé d'urgence et des activités de protection en faveur des victimes de la violence.

D'importantes manifestations climatiques ont aggravé la situation. Au mois de mai, des pluies torrentielles ont causé de graves inondations dans le sud-ouest suivies, en septembre, par des inondations dévastatrices provoquées par la tempête tropicale Jeanne. ECHO a fourni une aide d'urgence à quelque 60 000 personnes frappées par cette catastrophe. Les fonds ont servi à acheter des produits d'aide d'urgence et des médicaments et à rétablir les systèmes d'adduction d'eau, les services de santé et l'agriculture.

Inde

Financement - 3 millions €

Plus de 10 000 personnes ont trouvé la mort lorsque le tsunami provoqué par le séisme de Sumatra a frappé la côte est de l'Inde le 26 décembre (voir page 6)

Avant cette tragédie, ECHO concentrait ses efforts sur les besoins humanitaires à l'autre extrémité du pays. Depuis 1989, des dizaines de milliers de personnes ont perdu la vie ou ont été portées disparues en raison du conflit au Cachemire, et plus de 350 000 autres ont été déplacées. L'insécurité et la violence généralisée gênent l'action humanitaire et laissent une large part de la population locale isolée et vulnérable.

L'assistance d'ECHO s'est essentiellement centrée sur la fourniture d'une protection, d'un appui psychosocial et de soins de santé primaires aux groupes vulnérables, ainsi que sur la sensibilisation aux principes du droit humanitaire international.

Par ailleurs, des fonds ont été alloués au profit des victimes des inondations exceptionnelles qui ont touché le nord-est de l'Inde pendant la mousson, faisant des centaines de morts et des millions de sinistrés. ECHO a financé du matériel médical, des abris, des produits alimentaires et des produits de première nécessité pour les personnes les plus vulnérables touchées par les inondations.

Indonésie

Financement - 3,5 millions €

L'épicentre du tsunami du 26 décembre se situait juste au large de la côte de l'Indonésie. L'île de Sumatra, et plus particulièrement la province d'Aceh, en a subi les effets dévastateurs (voir page 6).

Préalablement à cette catastrophe, la province était en proie à un conflit opposant les forces gouvernementales à un mouvement séparatiste d'Aceh. ECHO surveillait de près la situation, mais son intervention était gênée par l'impossibilité d'accéder aux victimes du conflit, empêchant une identification appropriée de leurs besoins.

À Sulawesi Centre, autre point critique, des programmes financés par ECHO en vue de rétablir les moyens de subsistance des populations déplacées et locales touchées par la violence communale ont été mis en place. Un soutien psychosocial a par ailleurs été assuré au profit des jeunes.

Dans les autres régions de l'Indonésie précédemment touchées par le conflit mais où la situation sécuritaire et humanitaire s'est stabilisée, ECHO a pu supprimer progressivement son assistance aux personnes déplacées à l'intérieur du pays. Des programmes d'aide à moyen terme y sont désormais en place.

Iran

Financement - 7,661 millions €

Suite au tremblement de terre dévastateur qui a frappé la ville iranienne de Bam le 26 décembre 2003, ECHO a complété son financement initial accéléré de 3 millions € (alloué le lendemain du tremblement de terre) par un apport de 6,2 millions €. Ces fonds ont été utilisés pour la prestation de soins de santé, la remise en état des structures médicales, les systèmes d'adduction d'eau/d'assainissement et les installations d'hygiène, ainsi que pour un soutien psychosocial en faveur des groupes les plus vulnérables (enfants et personnes âgées) touchés par la tragédie.

En 2004, ECHO a également maintenu son aide aux réfugiés afghans vivant en Iran.

Jamaïque

Financement - 1,2 million €

Des milliers de Jamaïcains ont vu leur maison endommagée ou détruite par les ouragans Ivan et Jeanne, laissant quelque 60000 personnes dans une situation nécessitant une aide humanitaire. ECHO a fourni à 4000 familles vulnérables un abri d'urgence, de l'eau potable, des services d'assainissement, des soins de santé, des produits d'hygiène et d'autres produits de première nécessité.

Kenya

Financement - 3,85 millions €

Le nord du Kenya a été touché par une grave sécheresse, dont les communautés pastorales ont particulièrement pâti. Quelque 600000 personnes ont bénéficié de la réaction d'urgence d'ECHO qui a notamment porté sur les secteurs de l'eau et de la santé et sur une assistance vétérinaire.

Laos

Financement - 1,5 million €

Le Laos, caractérisé par la grande diversité de ses groupes ethniques, est l'un des pays les plus pauvres du monde. Les transferts effectués sur l'initiative du gouvernement, associés aux mouvements spontanés de population, ont eu des retombées négatives sur les moyens de subsistance. Les minorités ethniques qui vivent dans les montagnes sont particulièrement vulnérables.

ECHO a fourni de l'eau potable, des services d'assainissement améliorés et d'autres produits de première nécessité aux familles vulnérables. L'aide a notamment consisté à fournir aux personnes des outils en vue de les aider à améliorer leurs conditions de vie et la sécurité alimentaire. Des programmes d'élimination des engins non explosés et de sensibilisation aux risques des mines ont également été mis en œuvre.

Madagascar

Financement - 2 millions €

Les vents puissants et les inondations associés au cyclone Gafilo ont détruit 200000 maisons, touché 774000 personnes et anéanti de vastes zones de culture à Madagascar. ECHO n'a pas tardé à venir en aide à environ 60000 personnes en finançant des réparations d'urgence de routes et de ponts, des opérations de décontamination de l'eau, des mesures d'assainissement et des soins de santé primaires pour empêcher l'apparition de maladies. Des produits alimentaires et des semences ont par ailleurs été distribués aux familles les plus démunies, ainsi que des nécessaires de réparation pour reconstruire leurs maisons.

Maroc

Financement - 0,975 million €

Un puissant tremblement de terre survenu près d'Al Hoceima dans le nord du Maroc a fait 700 victimes et des centaines de blessés et laissé de nombreuses familles sans abri. ECHO a débloqué des fonds pour aider à répondre aux besoins initiaux en matière d'assistance médicale d'urgence, d'eau potable propre, d'ustensiles ménagers, de produits d'hygiène et d'abri.

Mongolie

Financement - 1 million €

La Mongolie a été frappée par une succession sans précédent de trois hivers rudes suivis de sécheresses estivales exceptionnelles. On estime que 2,5 millions de têtes de bétail ont péri et que 665000 personnes ont été directement touchées. Après plusieurs années de programmes d'aide, le financement d'ECHO a visé cette année à renforcer la préparation aux catastrophes des familles de pasteurs ou d'anciens pasteurs par le biais de projets agricoles au niveau des communautés. ECHO a également appuyé des mesures destinées à améliorer la sécurité alimentaire des franges les plus vulnérables de la population (en particulier, les enfants pauvres des zones urbaines).



Moyen-Orient

Financement - 37,35 millions €

La situation dans les Territoires palestiniens s'est encore aggravée en 2004, le processus de paix n'étant pas sorti de l'impasse dans laquelle il se trouvait. Fermetures des frontières, démolition de maisons (notamment dans la bande de Gaza) et autres sanctions collectives décidées par les autorités israéliennes ont rendu la vie de plus en plus insoutenable pour l'homme de la rue palestinien. Septante pour cent de la population estimée à 3,8 millions d'habitants se trouvaient dans une situation d'insécurité alimentaire ou risquaient de s'y retrouver, tandis que les chiffres relatifs à la pauvreté demeuraient proches de deux millions. La construction d'un « mur de séparation » en Cisjordanie et autour de Jérusalem Est, que la Cour de justice internationale avait déclarée illégale en juillet, a coupé des centaines de milliers de personnes de leurs champs, de leurs puits et des services sociaux et médicaux. Les organisations d'aide ont continué à se heurter à des problèmes complexes pour accéder aux plus démunis et le coût de l'aide humanitaire est resté élevé.

ECHO est venu en aide à 850 000 personnes en Cisjordanie et 175 000 dans la bande de Gaza en leur fournissant des denrées alimentaires et des services d'eau et d'assainissement. Quelque 50 000 personnes se sont vu offrir des opportunités d'emploi temporaire. Des services de transport ont été mis en place pour permettre au personnel soignant d'atteindre les communautés touchées, des médicaments ont été distribués et au moins 80 000 personnes ont bénéficié d'une aide médicale et psychosociale. ECHO a également financé des activités de protection du CICR et la coordination des ONG, tandis que quelque 20 000 personnes dont la maison avait été détruite dans la bande de Gaza ont bénéficié d'une aide d'urgence ou d'un logement temporaire.

Par ailleurs, ECHO a poursuivi son aide aux réfugiés palestiniens vulnérables vivant dans les pays voisins. Au Liban, des médicaments et du matériel médical ont été fournis pour couvrir 50 % des besoins annuels du Croissant Rouge palestinien. Des services aux handicapés, aux personnes âgées et aux enfants ont été financés, ainsi que des actions d'adduction d'eau et d'assainissement bénéficiant à quelque 60 000 réfugiés et des activités de protection. En Jordanie, au Liban et en Syrie, des fonds ont été consacrés à la remise en état des logements de plus de 4 000 personnes connaissant des épreuves particulièrement pénibles. Enfin, une aide a été fournie à quelque 1 500 réfugiés d'Irak toujours logés dans deux camps en Jordanie et dans le no man's land entre la Jordanie et l'Irak.

Myanmar (Birmanie) et Thaïlande

Financement - 19,74 millions €

La situation intérieure au Myanmar a débouché sur une crise humanitaire aiguë qui frappe particulièrement les minorités ethniques, les populations déplacées, les détenus et d'autres groupes vulnérables. Les effets de la crise se sont également fait sentir en Thaïlande, où les minorités vulnérables du Myanmar ont trouvé refuge.

ECHO a alloué une enveloppe de 11,45 millions € pour aider plus de 140 000 réfugiés birmans installés dans dix camps provisoires en Thaïlande, à proximité de la frontière birmane. Outre la fourniture d'une aide alimentaire de base, ECHO a financé des projets d'amélioration des infrastructures de

santé, d'adduction d'eau et d'assainissement, des actions de sensibilisation aux mines et une assistance à 800 personnes handicapées suite à un accident provoqué par des mines.

Au Myanmar proprement dit, plus de 8 millions € ont servi à aider les personnes vulnérables, notamment dans les zones limitrophes de la Thaïlande et de la Chine ainsi que dans la province de Rakhine, où la malnutrition est généralisée et les services de santé limités. ECHO a financé une assistance médicale et une protection pour près de 600 000 personnes. Il s'agissait avant tout de lutter contre l'épidémie de paludisme et d'améliorer l'accès à une eau potable salubre et aux soins de santé primaires. Un traitement a également été dispensé à 14 000 personnes souffrant de malnutrition aiguë. Les conditions de vie de quelque 600 enfants vivant dans des centres spéciaux ont par ailleurs été améliorées.

Le 26 décembre, le Myanmar et la Thaïlande ont été victimes du tsunami qui a ravagé la région de l'océan Indien (voir page 6).

Népal et Bhoutan

Financement - 4 millions €

La situation critique de plus de 100 000 réfugiés venus du Bhoutan, qui vivent dans des camps au Népal depuis 12 ans, intéresse peu la communauté internationale. Les réfugiés sont victimes d'un vide juridique, étant donné que ni le Népal ni le Bhoutan ne les reconnaissent comme citoyens et qu'ils dépendent totalement de l'aide extérieure. Au cours des dernières années, la lassitude des donateurs a été telle que le PAM a rencontré des difficultés croissantes pour alimenter les habitants des camps. Reconnaisant que l'interruption des livraisons aurait des conséquences humanitaires catastrophiques, la Commission a alloué 2 millions € pour l'achat de nourriture par l'intermédiaire d'ECHO.

Une enveloppe de 2 millions € supplémentaires a été allouée à l'aide aux victimes du conflit opposant des groupes d'insurgés maoïstes au gouvernement népalais. Les opérations financées par ECHO concernaient des actions de protection, l'amélioration des infrastructures d'adduction d'eau et d'assainissement et des soins de santé primaires. L'aide s'est concentrée sur le centre et l'ouest du pays, qui ont été particulièrement touchés par l'insurrection.

Ouganda

Financement - 18,62 millions €

Le nord de l'Ouganda pâtit d'une insécurité chronique depuis des années en raison de l'insurrection de l'Armée de résistance du Seigneur. Les fonds d'ECHO ont essentiellement servi à répondre aux besoins les plus aigus, en mettant l'accent sur la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire et la fourniture d'objets non alimentaires essentiels. L'eau a constitué un domaine prioritaire particulier, un soutien ayant été apporté en faveur de mesures destinées à favoriser l'accès à l'eau et à améliorer les systèmes d'assainissement. L'accent a par ailleurs été renforcé en ce qui concerne la sensibilisation au VIH/SIDA, le traitement du paludisme et la réintégration des enfants soldats dans la société. Selon les estimations, 750 000 personnes ont bénéficié des activités financées par ECHO.

Pour maximiser l'impact de son aide humanitaire, la Commission a établi un bureau régional d'ECHO à Kampala en octobre 2004.

La dernière partie de l'année, le gouvernement a de nouveau œuvré en faveur de la paix, ce qui a permis la mise en place d'un cessez-le-feu et nourrit l'espoir d'une issue pacifique au conflit. Cette situation a supposé un accès amélioré pour certains partenaires opérationnels, mais 1,6 million de personnes sont tout de même encore déplacées.

Pérou

Financement - 1,9 million €

Les conditions hivernales extrêmes que connaissent les Andes, et les températures inférieures à moins 30 °C qui y règnent, ont provoqué une grave crise pour les éleveurs d'alpagas du Pérou dont la survie dépend de leurs troupeaux. De nombreux animaux sont morts de froid, privant ainsi les bergers et leur famille de tout revenu ou presque. Ce froid glacial a également eu de graves effets sur la santé humaine. ECHO a financé des actions pour répondre aux grands besoins en matière de nutrition, des médicaments et une assistance médicale de base pour les familles touchées, ainsi que des aliments pour les animaux qui avaient survécu.

Philippines

Financement - 1,65 million €

Le cessez-le-feu décidé en juin 2003 entre le gouvernement et le Front de libération islamique moro dans l'île de Mindanao a été maintenu, ce qui a permis à la majorité des personnes déplacées à l'intérieur du pays de rentrer chez elles, bien qu'il reste encore à signer un véritable accord de paix. ECHO est d'abord venu en aide à ces personnes rentrées chez elles et, plus généralement, aux populations locales, en concentrant son action sur l'eau, l'assainissement et la santé. Si la situation continue à se stabiliser, ECHO prévoit de se retirer progressivement d'ici 2006.

En novembre, le typhon Winnie, succédant à la dépression tropicale Merbok et au typhon Muifa, a provoqué de vastes destructions, dont des glissements de terrain et des inondations. ECHO y a réagi en apportant une aide d'urgence à 200 000 personnes.

Réfugiés sahraouis

Financement - 8 millions €

ECHO a poursuivi son aide aux réfugiés sahraouis qui vivent dans la région désertique de Tindouf en Algérie depuis 1975. Selon le HCR, 158 000 personnes vivent encore dans des camps de réfugiés, tributaires de l'aide humanitaire. ECHO a fourni des vivres et participé à la reconstitution du stock régulateur qui garantit la fourniture de vivres régulières et appropriées aux réfugiés. La remise en état d'une troisième exploitation d'élevage de volailles contribuera à la mise à disposition de denrées alimentaires plus variées et riches en protéines. Le camp de Smara a par ailleurs été raccordé au réseau d'adduction d'eau.

République centrafricaine

Financement - 0,47 million €

Depuis 1996, la République centrafricaine est déstabilisée par des coups militaires successifs. Un nouveau régime a pris le pouvoir en mars 2003, mais le nord-ouest du pays est en grande partie resté en dehors du champ d'action du gouvernement et le désordre public y a perturbé l'accès aux soins

de santé de base. ECHO a financé des mesures en matière d'adduction d'eau/assainissement et de santé, dont la fourniture de médicaments et de matériel médical de première nécessité.

République dominicaine

Financement - 1,232 million €

En mai, ECHO a financé la fourniture de soins de santé, d'eau et d'objets ménagers de base aux victimes des graves inondations qui ont ravagé le sud-est de la République dominicaine.

Plus tard dans l'année, la tempête tropicale Jeanne a provoqué des inondations plus destructrices, cette fois dans l'est et le nord-est du pays. Au moins 9 000 familles ont été durement touchées. 200 000 hectares de cultures ont été détruits et l'incidence de maladies épidémiques a augmenté, notamment la dengue. ECHO a dépêché une aide d'urgence à quelque 65 000 victimes des inondations. Cette aide comprenait une aide alimentaire et des projets d'adduction d'eau et d'assainissement. On estime à 30 000 le nombre de personnes parmi les plus vulnérables qui ont bénéficié des projets de remise en état des toitures et de l'aide médicale.

Somalie

Financement - 9,15 millions €

La crise qui frappe la Somalie de longue date s'est poursuivie en raison du conflit armé et a été aggravée par des conditions climatiques difficiles (sécheresse et inondations). Il y a longtemps que les systèmes d'approvisionnement en eau du pays ne fonctionnent plus et 30 % de la population n'a pas accès aux soins de santé de base. ECHO a concentré son action sur l'amélioration de l'accès à des soins de santé efficaces, à de l'eau potable et à une bonne nutrition.

Sécheresses, inondations et combats ont également gravement perturbé l'élevage, ce qui a entraîné une insécurité alimentaire dans de nombreuses régions. ECHO a soutenu des projets destinés à réduire l'impact des risques climatiques sur le bétail en finançant des vaccinations et en fournissant des compléments alimentaires. Des semences, des outils et du matériel d'irrigation ont également été distribués afin de stimuler la production vivrière. Quelque 500 000 personnes devaient bénéficier de ces activités.

Soudan

Financement - 91 millions €

Nombreux sont ceux qui ont considéré la situation au Darfour comme la crise humanitaire la plus grave du monde. ECHO, qui finance des actions humanitaires au Soudan depuis de nombreuses années, surtout en raison du conflit qui fait rage dans le sud, a déployé d'importantes ressources supplémentaires pour venir en aide aux victimes de la crise du Darfour.

À la fin de l'année, le gouvernement soudanais et l'Armée/le Mouvement de libération populaire du Soudan ont failli signer un accord de paix qui aurait officiellement mis fin à plus de deux décennies de guerre. Les combats ont entraîné l'effondrement de nombreux services de base et ont provoqué le déplacement de quatre millions de personnes, tandis que des centaines de milliers d'autres sont réfugiées dans les pays voisins. Le nombre de personnes devenues tributaires de l'aide internationale est ainsi colossal.



L'amélioration de la sécurité dans le sud du Soudan a révélé l'énormité du défi humanitaire dans les zones auparavant inaccessibles. Dans certains districts, personne n'a accès à l'eau potable.

Les domaines prioritaires de l'action d'ECHO ont été la santé, la nutrition, l'eau/l'assainissement, la préparation de l'aide d'urgence et la sécurité alimentaire. ECHO a également soutenu des actions de protection et de logistique humanitaire (transport et sécurité) et la recherche des familles. L'aide ciblait à la fois les personnes déplacées et les communautés locales vulnérables.

Outre le financement de 20 millions € budgétisé dès le départ pour le Soudan, plusieurs décisions d'octroi d'une aide d'urgence représentant un montant total de 71 millions € ont été adoptées afin d'aider les victimes du conflit qui s'étend dans le Grand Darfour. La stratégie repose sur un programme permanent, répondant aux besoins à mesure de leur apparition et tenant compte de la capacité des partenaires opérationnels d'ECHO à réagir efficacement.

La situation au Darfour a été qualifiée de « crise de protection ». À la fin de l'année, le harcèlement et la violence se poursuivaient, d'où une situation d'insécurité profonde et d'accès limité ne permettant que difficilement de répondre aux besoins humanitaires de plus de 1,6 million de personnes déplacées, rassemblées dans environ 160 camps et de quelques 500 000 membres des communautés d'accueil.

Sri Lanka

Financement - 6,5 millions €

Plus de 30 000 personnes sont mortes lorsque le tsunami provoqué par un tremblement de terre au large de Sumatra a frappé le Sri Lanka le 26 décembre (voir page 6).

Avant cette tragédie, les efforts déployés par les organismes d'aide humanitaire restaient axés sur les besoins générés par 19 années de guerre civile.

Le cessez-le-feu signé en février 2002 entre le gouvernement et les séparatistes tamouls avait apporté un nouvel espoir de paix. Il a également été le catalyseur de vastes mouvements de population. À présent, 372 000 personnes déplacées sont rentrées chez elles, mais des centaines de milliers d'autres sont toujours déplacées. En outre, 62 000 réfugiés tamouls sont encore exilés dans des camps au Tamil Nadu (Inde).

En 2004, ECHO a aidé 250 000 personnes – réfugiés, rapatriés, personnes déplacées à l'intérieur du pays vivant dans des centres sociaux et résidents – par la mise en place de programmes intégrés centrés sur la fourniture d'objets non alimentaires essentiels, d'abris et de systèmes d'adduction d'eau/assainissement, ainsi que sur la sécurité alimentaire.

Près d'un million de mines non explosées sont disséminées aux quatre coins de l'ancienne zone de conflit. Des actions de sensibilisation et d'élimination des mines financées par ECHO ont contribué à réduire le nombre de blessés, qui se situait entre 15 et 20 personnes par mois immédiatement après le cessez-le-feu pour atteindre entre 4 et 7 personnes par mois à la fin de l'année.

Tadjikistan

Financement - 8,35 millions €

La situation au Tadjikistan s'est améliorée grâce à l'augmentation des précipitations et de la production céréalière et à une stabilité politique relative au cours des deux dernières années. La malnutrition infantile est néanmoins restée généralisée et un grand nombre de personnes n'avaient pas accès à l'eau potable ni aux soins de santé de base, d'où un taux d'incidence élevé des maladies liées à l'eau et du paludisme.

ECHO a apporté une aide alimentaire à environ 65 000 personnes et financé des projets de sécurité alimentaire à court terme en faveur de 3 200 foyers ruraux. 250 000 personnes ont vu leur accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement amélioré suite à la remise en état ou à la construction de plus de 250 systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement. Enfin, ECHO a soutenu l'amélioration de l'accès aux soins de santé primaires pour l'ensemble de la population, ainsi que des programmes d'éducation en matière de santé et d'assainissement.

Tanzanie

Financement - 14,9 millions €

La Tanzanie a continué d'accueillir la plus importante population de réfugiés d'Afrique, plus de 400 000 réfugiés vivant dans 13 camps situés dans le nord-ouest du pays, dont près de deux tiers de Burundais et un peu plus d'un tiers de Congolais. ECHO est resté le principal donateur du HCR, qui est mandaté par le gouvernement tanzanien pour s'occuper des camps. Les réfugiés dépendent presque intégralement de l'aide humanitaire pour survivre. Les programmes soutenus ont porté sur les secteurs de la santé, de l'eau, de l'assainissement, de la nutrition, des abris, des transports, de l'éducation et de la protection. Les fonds alloués ont notamment servi à la mise en œuvre de programmes dans l'ensemble des camps afin de prévenir la transmission mère-enfant du virus VIH. Le rapatriement de plus de 80 000 Burundais a par ailleurs été facilité par le HCR en 2004.

Tchad

Financement - 12 millions €

Fin 2004, selon les estimations, quelque 200 000 Soudanais avaient cherché refuge dans l'est du Tchad pour échapper au conflit interne qui secoue leur pays. La plupart des personnes ont été logées dans des camps, mais des dizaines de milliers d'autres sont restées à la frontière.

Une première enveloppe de 4 millions € a été attribuée pour aider les réfugiés soudanais et les communautés qui avaient accueilli des réfugiés en dépit de leur propre situation d'extrême pauvreté. Une enveloppe de 8 millions € supplémentaires a été allouée en août afin de répondre aux autres besoins des réfugiés. L'action d'ECHO s'est centrée sur l'amélioration de l'accès aux soins de santé, les programmes de nutrition, l'eau potable, l'assainissement, les abris et les objets essentiels non alimentaires, de même que sur des activités de protection d'urgence des réfugiés.

Timor Oriental

Financement - 0,25 million €

ECHO a répondu à la demande d'aide d'urgence du gouvernement du Timor Oriental suite à la grave sécheresse de 2003, en finançant une aide alimentaire, des moyens de production agricoles et des mesures de lutte contre la malnutrition aiguë.

Yémen

Financement - 2,53 millions €

Le Yémen est toujours en proie à d'énormes problèmes humanitaires, notamment dans le secteur de la santé et de l'eau. La malnutrition est généralisée, tandis que le paludisme affecte 1,5 million de personnes et fait près de 15 000 victimes chaque année. 70 % de la population n'a pas accès à l'eau potable. ECHO a concentré son action sur l'amélioration des soins de santé aux mères et aux enfants dans les zones rurales les plus vulnérables. Selon les estimations, quelque 180 000 Yéménites bénéficient des projets destinés à améliorer les services d'obstétrique et à rénover les centres médicaux. ECHO a alloué près de 40 % des ressources disponibles pour l'amélioration de l'accès à l'eau potable dans tout le pays et pour la réduction de l'incidence des maladies liées à l'eau.

Zimbabwe

Financement - 15 millions €

ECHO a apporté une assistance considérable aux victimes de la crise qui se développe au Zimbabwe. La situation politique, économique et sociale s'est encore aggravée : près de la moitié de la population a besoin d'aide alimentaire et les taux d'infection au VIH sont élevés. Plus d'un million d'enfants sont devenus orphelins, les trois quarts à cause du SIDA.

ECHO a distribué des compléments alimentaires et des aliments thérapeutiques à plus de 330 000 enfants et personnes affectés par le VIH/SIDA. Près de 200 000 familles d'agriculteurs ont reçu une aide pratique sous la forme de semences, d'outils et d'engrais. D'autres actions ont porté sur la remise en état des systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement dans des communautés rurales en faveur d'environ 400 000 personnes ; des projets de sensibilisation au VIH/SIDA et de soutien aux orphelins et aux jeunes chefs de famille ont également été mis en œuvre. Au total, 236 000 orphelins et autres enfants vulnérables ont bénéficié de ces actions.



Bangladesh

Vers un nouveau départ

Le Bangladesh est régulièrement touché par des inondations pendant la mousson. Celles de l'été 2004 ont cependant été particulièrement catastrophiques. ECHO a apporté son soutien à un projet de l'ONG britannique OXFAM, qui a permis à 14 000 personnes sans abri d'accéder aux premiers soins d'urgence. Ce projet impliquait également une assistance sous forme d'aide alimentaire, d'eau potable, d'abri temporaire, de vêtements et de couvertures.

Au-delà de l'aide d'urgence immédiate, ECHO a également soutenu l'action d'OXFAM visant à améliorer les conditions d'hygiène et sanitaires et à aider les personnes à se reconstruire, en leur fournissant notamment des matériaux de construction et des outils agricoles.

Haiti

Accéder à des soins de santé d'urgence impartiaux

Alors qu'Haiti aurait dû fêter le bicentenaire de son indépendance en 2004, le pays a été frappé à double reprise avec des conséquences humanitaires majeures. Au mois de janvier, des tensions intérieures liées au départ du Président Aristide ont dégénéré en conflit général dans les principales zones urbaines et, plus tard dans l'année, l'ouragan Jeanne a accentué les souffrances et les dégâts. ECHO a attribué des fonds à Médecins Sans Frontières Belgique pour l'apport d'une aide médicale d'urgence aux habitants de Port-au-Prince et de Saint-Marc. Le projet a assuré un accès gratuit aux soins de santé à tous les blessés, indépendamment de leurs convictions politiques et de leur aptitude à payer. Il a également pris en charge l'expédition de matériel médical (kits de chirurgie, anesthésiologie et consommables médicaux). Près de 2 000 personnes ont bénéficié des premiers soins d'urgence et d'un suivi médical en toute sécurité et le projet a aidé les hôpitaux, services de maternité compris, à reprendre leurs activités régulières.

Project focus

Iran

Au cœur de la catastrophe

Le 26 décembre 2003, la ville iranienne de Bam a été touchée par un tremblement de terre dévastateur. Plusieurs milliers de personnes ont été tuées ou blessées ou ont perdu leur maison et toutes les grandes infrastructures médicales ont été détruites. ECHO a apporté son soutien à la Croix-Rouge finlandaise, qui travaillait en collaboration étroite avec le Croissant-Rouge iranien, pour mettre en place un hôpital général d'urgence. À la fin de la première semaine, ce service hospitalier équipé de 200 lits avait soigné mille patients, dont une vieille femme de 97 ans qu'un volontaire du Croissant-Rouge avait miraculeusement sortie des décombres de sa maison neuf jours après la catastrophe! Au total, le personnel de cet hôpital a soigné plus de 36 000 personnes et réalisé 300 opérations chirurgicales.

Tchéchénie

Relever les défis de la vie quotidienne

La solidarité européenne à l'égard des victimes du conflit en Tchétchénie s'exprime par le biais de projets tels que ceux entrepris par l'ONG allemande HELP-Hilfe zur Selbsthilfe. Forte d'une grande expérience en matière d'aide humanitaire dans les zones en crise, cette ONG a fourni des matelas, du bois de chauffage, des kits d'hygiène, des ustensiles de nettoyage et des cuisinières pour aider les groupes vulnérables à faire face aux rudes hivers de Tchétchénie. Le projet, qui a bénéficié du soutien d'ECHO, était destiné à alléger le fardeau de la vie quotidienne pour les victimes du conflit, tout en leur permettant de conserver leur dignité.

Le programme a profité à quelques 24 000 personnes déplacées en Ingouchie et à environ 53 000 personnes en Tchétchénie.

Financements thématiques

L'engagement d'ECHO dans une collaboration étroite avec les Nations unies et d'autres organisations internationales se traduit dans les décisions de financement thématique. Par le biais de cet instrument, ECHO donne la priorité aux activités innovantes qui apportent une valeur ajoutée pour répondre aux besoins humanitaires et renforcer la capacité de réaction de la communauté humanitaire.

Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA)

Financement - 4 millions €

ECHO reconnaît l'importance de la gestion de l'information en situation de crise humanitaire. La gestion de l'information est en effet essentielle pour une coordination rapide et cohérente au sein de la communauté humanitaire internationale. Les systèmes d'information de l'OCHA, dont le réseau intégré d'informations régionales (IRIN), ReliefWeb et les Centres d'Information Humanitaire, jouent un rôle essentiel pour la communauté humanitaire. Grâce au financement thématique, ECHO appuie les efforts consentis par l'OCHA pour développer et renforcer ses systèmes de gestion de l'information et, notamment, pour mettre au point un système global d'alerte aux catastrophes (GDAS, Global Mechanism for Disaster Alerts).

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Financement - 4 millions €

En dépit d'efforts considérables, la plupart des acteurs humanitaires reconnaissent qu'il y a toujours des défis à relever pour répondre aux situations d'urgence sanitaire, en termes d'évaluation des situations, d'élaboration de stratégies de réaction, de convocation des partenaires, de définition de l'action conjointe et d'identification des lacunes en vue d'y remédier. L'OMS, qui a un rôle important à jouer dans le secteur de la santé en cas de crise humanitaire, cherche à renforcer ses capacités de réaction aux situations d'urgence. ECHO a contribué à cet effort en allouant des fonds au programme HAC (interventions sanitaires en cas de crise) de l'agence des Nations unies. Cela suppose de concevoir un processus global de renforcement des capacités afin d'aider l'OMS à apporter des réponses programmatiques et opérationnelles coordonnées aux situations d'urgence sanitaire.

Programme alimentaire mondial (PAM)

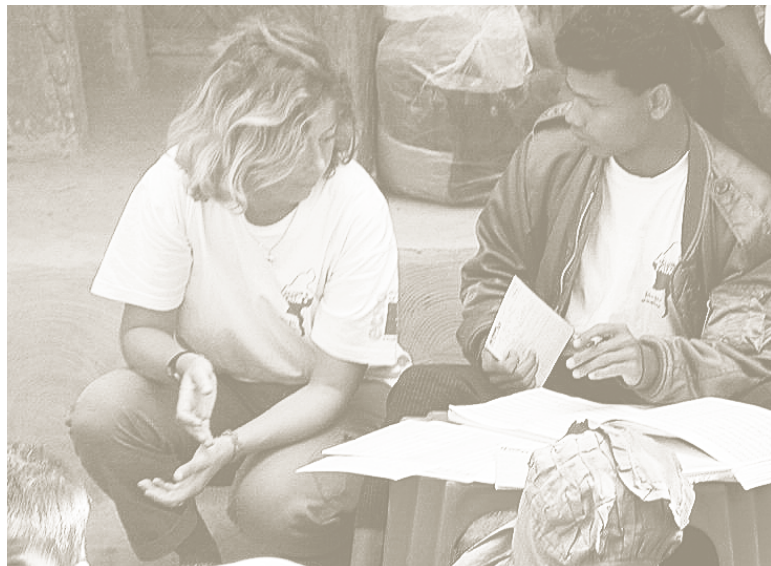
Financement - 4 millions €

Dans les situations d'urgence, le PAM joue un rôle crucial pour définir si une assistance extérieure s'impose pour répondre aux besoins alimentaires immédiats et si une aide alimentaire représente le type d'intervention approprié. Le PAM gère près de 70 % des programmes d'aide alimentaire d'urgence dans le monde et est le deuxième partenaire d'ECHO dans le cadre de l'ONU. ECHO a aidé le PAM à améliorer sa capacité d'évaluation des besoins générés par les situations d'urgence.

Fonds des Nations unies pour l'enfance, UNICEF

Financement - 7,43 millions €

Les enfants comptent parmi les victimes les plus vulnérables des crises humanitaires, souffrant de violence, d'exploitation, de mauvais traitements et de négligence. L'UNICEF estime à 20 millions le nombre d'enfants forcés de fuir leurs foyers et à



quelque 300000 celui des enfants soldats impliqués dans plus de 30 conflits de par le monde.

ECHO a débloqué 2 millions € pour appuyer les activités de protection de l'enfance de l'UNICEF. Ces fonds servent à contribuer à l'élaboration d'une stratégie en matière de soutien psychosocial aux enfants, à répondre aux besoins des enfants non accompagnés et séparés de leur famille et à favoriser la réintégration des anciens enfants soldats. La décision comporte un volet important concernant le plaidoyer/les relations publiques, destiné à sensibiliser le grand public aux problèmes liés aux enfants.

Dans le cadre d'une autre décision, 5,43 millions € ont été alloués au renforcement de la préparation de l'UNICEF aux situations d'urgence. Les bénéficiaires finaux de ce projet sont les femmes et les enfants se trouvant dans des situations d'urgence. L'accent est mis sur le renforcement de la capacité de réaction de l'agence des Nations unies aux crises humanitaires. Les mesures portent notamment sur le pré-positionnement des médicaments et des produits d'aide essentiels dans des lieux stratégiques et sur la création d'une capacité de déploiement rapide pour intervenir rapidement dans les zones en crise. Les zones prioritaires sélectionnées pour cette décision sont les pays/régions exposés à un risque de catastrophes naturelles ou caractérisés par des conflits récurrents (Haïti, Colombie, Laos, Soudan, Côte d'Ivoire, Népal, Afghanistan et îles du Pacifique, par exemple).

Secrétariat de la stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles (ISDR)

Financement - 0,36 million €

ECHO a soutenu l'organisation de la conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles qui s'est tenue à Kobé (Japon) en janvier 2005. Les fonds alloués par ECHO ont été consacrés à la présentation de 24 initiatives ayant valeur de bonnes pratiques en matière de prévention aux catastrophes naturelles, mises en place dans six régions sujettes à de telles catastrophes.

Autres types de financement

Programme de prévention, d'atténuation et de préparation aux catastrophes (DIPECHO)

Financement - 13,7 millions €

Le programme DIPECHO aide les populations les plus vulnérables vivant dans des zones à risque à se préparer aux catastrophes naturelles. Des fonds sont consacrés à la formation des communautés et des autorités locales, au renforcement des capacités, à des campagnes de sensibilisation, à des activités d'atténuation de petite échelle et à des systèmes d'alerte précoce. Certains projets visent à renforcer le dialogue et la coordination en soutenant les principales institutions régionales concernées par l'atténuation des catastrophes. La Commission a adopté trois décisions portant sur des projets destinés à renforcer les capacités de réaction locale en :

- *Amérique centrale (6 millions€). Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua, Costa Rica et Panama ;*
- *Asie centrale (2,5 millions€). Tadjikistan, Kirgizstan et Ouzbékistan ;*
- *Asie du Sud-Est (5,2 millions€). Cambodge, Viêt Nam, Laos, Timor-Oriental et Indonésie.*

Des programmes DIPECHO relevant de décisions antérieures de financement sont également en cours dans la Communauté andine, dans les Caraïbes et en Asie du Sud.

ECHO Flight

Financement - 9 millions €

ECHO Flight a continué à offrir un transport aérien gratuit aux organisations d'aide gérant des programmes d'aide et de développement en Afrique centrale et orientale. Le personnel et le fret ont été embarqués dans des vols réguliers, utilisant une flotte de six avions légers à moyens. En 2004, ECHO Flight a transporté près de 20 000 passagers, 553 tonnes de fret humanitaire et plus de 5 000 colis vers cinq destinations au Kenya, 18 en Somalie et 18 en RDC.



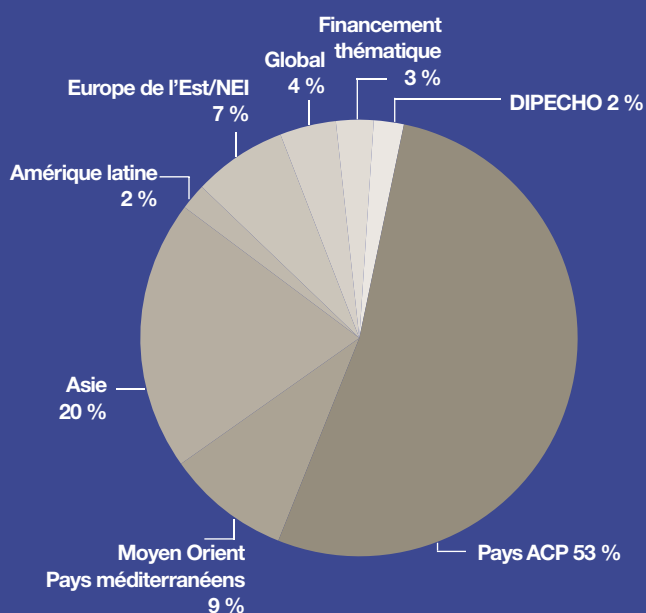
Faits et chiffres

Décisions de financement au titre de l'aide humanitaire en 2004, par région

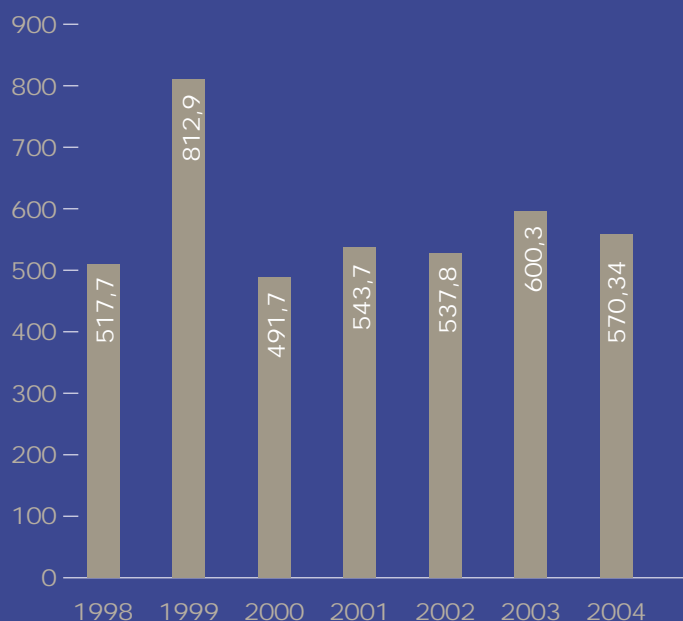
Pays/région	Décisions en milliers d'€	Pays/région	Décisions en milliers d'€
AFRIQUE, CARAIBES, PACIFIQUE	301 555	EUROPE DE L'EST/NEI	41 850
Afrique de l'Ouest	25 300	Caucase du Nord (crise tchétchène)	28 500
Angola	8 800	Caucase du Sud	4 000
Bahamas	0,480	Mongolie	1 000
Burundi	18 990	Tadjikistan	8 350
Congo (République démocratique du)	40 000		
Congo (République du)	2 000	MOYEN ORIENT	37 350
ECHO Flight	9 000	Territoires palestiniens, Liban, Jordanie,	
Erythrée, Ethiopie	7 998	Syrie	37 350
Grenade, St Vincent, îles Grenadines	3 000		
Jamaïque	1 200	PAYS MÉDITERRANÉENS	11 505
Kenya	3 850	Maroc	0,975
Lesotho	1 000	Réfugiés du Sahara occidental	8 000
Madagascar	2 000	Yémen	2 530
Namibie	1 000		
Ouganda	18 620	DIPECHO	13 700
République Centrafricaine	0,470	Amérique centrale	6 000
République Dominicaine, Haïti	12 797	Asie centrale	2 500
Somalie	9 150	Asie du Sud	5 200
Soudan	91 000		
Swaziland	1 000	FINANCEMENT THÉMATIQUE	19 430
Tanzanie	14 900	OMS	3 500
Tchad	12 000	PAM	4 500
Zambie	2 000	UNICEF	7 430
Zimbabwe	15 000	UNOCHA	4 000
ASIE	1 11 122	APPUI AU TERRAIN	15 300
Afghanistan	35 160	Bureaux régionaux ECHO	1 800
Asie régionale (tsunami)*	0,169	Experts ECHO	13 500
Bangladesh	5 762		
Cambodge	3 500	AUTRES DÉPENSES	6 328
Chine/Tibet	2 000	Audits	1 830
Corée du Nord	16 750	Évaluation	1 338
Inde	3 000	Formation et études	1 548
Indonésie	3 500	Information	0,737
Iran	7 661	Divers	0,875
Laos	1 500		
Myanmar/Birmanie	8 070	TOTAL	570 340
Népal/Bhoutan	4 000		
Philippines	1 650		
Sri Lanka	6 500		
Thaïlande	11 650		
Timor oriental	0,250		
AMÉRIQUE LATINE	12 200		
Amérique du Sud	2 700		
Colombie/Équateur	8 500		
Cuba	1 000		

*En réponse au Tsunami du 26 décembre en Asie, une décision de première urgence de 3 millions € a été financée avec les fonds restants disponibles sur le budget 2004 (0,169 million €) et le reste (2,831 millions €) a été pris sur le budget 2005 d'ECHO. Deux autres décisions de 10 millions € chacune ont été prises fin décembre sur les fonds de 2005.

ECHO: décisions de financement
1998-2004 (en millions d'euros)



ECHO: décisions de financement
1998-2004 (en millions d'euros)



Qui est qui chez ECHO

		Tél	Fax
DIRECTEUR-GÉNÉRAL	António CAVACO	295 9428	295 4578
Assistante	Andrea KOULAIMAH	299 37 61	295 4578
Audit interne	Ole SCOTT-LARSEN	299 2722	299 2870
ECHO 1: Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP)	Steffen STENBERG-JENSEN	299 2740	299 2877
ECHO 2 Europe centrale et orientale et pays de la CEI, pays méditerranéens, Moyen-Orient	Cees WITTEBROOD	295 7312	295 4551
ECHO 3: Asie, Amérique latine et centrale	Ruth ALBUQUERQUE	295 3420	295 4571
ECHO 4: Affaires générales; relations avec les Institutions européennes, les partenaires et autres donateurs; support et coordination du planning; support général des crises majeures.	Michel ARRION	296 6761	299 2853
ECHO 5: Dispositifs d'ECHO; ressources humaines; IRM (informatique)	René GUTH	296 3749	299 1172
ECHO 6: Finances, Audit	Vijay BHARDWAJ	299 0889	295 7483
ECHO 7: Information et Communication	Simon HORNER (faisant fonction)	299 2996	295 4572

Si vous appelez de l'étranger, veuillez former le + 32 2 avant le numéro correspondant. À l'intérieur de la Belgique, formez le 02 avant le numéro.

Organisations partenaires d'ECHO

Allemagne

ADRA • ARBEITER-SAMARITER-BUND • CARE DEUTSCHLAND • DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE/ GERMAN AGRO ACTION • DEUTSCHER CARITASVERBAND • DEUTSCHES ROTES KREUZ (CROIX-ROUGE) • DIAKONIE DER EVANGELISCHEN KIRCHE IN DEUTSCHLAND • HAMMER FORUM EV • HELP - HILFE ZUR SELBSTHILFE EV • JOHANNITER-UNFALLHILFE EV • MALTESER HILFSDIENST • MEDICO INTERNATIONAL • WORLD VISION DEUTSCHLAND

Autriche

CARE ÖSTERREICH • CARITAS AUSTRIA • HILFswerk AUSTRIA-AUSTRIAN ASSOCIATION FOR DEVELOPMENT AND COOPERATION • ÖSTERREICHISCHES ROTES KREUZ (CROIX-ROUGE) • SOS-KINDERDORF INTERNATIONAL

Belgique

CARITAS SECOURS INTERNATIONAL • CROIX-ROUGE DE BELGIQUE • FONDS MEDICAL TROPICAL (FOMETRO) • HANDICAP INTERNATIONAL • MEDECINS SANS FRONTIERES-ARTSEN ZONDER GRENZEN-B • MEMISA BELGIUM • OXFAM SOLIDARITE • DIERENARTSEN ZONDER GRENZEN-VETERINAIRES SANS FRONTIERES-B

Danemark

ADVENTIST DEVELOPMENT AND RELIEF AGENCY (ADRA) • ASF DANSK FOLKEHJÆLP • CARITAS DENMARK • DANISH REFUGEE COUNCIL-DANSK FLYGTNINGEHJÆLP • DANSK RODE KORS (CROIX-ROUGE) • FOLKEKIRKEN NODHJÆLP-DANChurchAID • MISSION ØST • RED BARNET/ SAVE THE CHILDREN

Espagne

ASOCIACION PARA LA COOPERACION CON EL SUR LAS SEGOVIAS (ACSUR) • ACCION CONTRA EL HAMBRE (ACH) • ASAMBLEA DE COOPERACION POR LA PAZ (ACP) • ASOCIACION NAVARRA NUEVO FUTURO (ANNF) • CRUZ ROJA ESPAÑOLA (CROIX-ROUGE) • CARITAS ESPAÑOLA • INTERMON • MEDICOS DEL MUNDO-E • MEDICOS SIN FRONTERAS-E • MEDICUS MUNDI ESPAÑA • MOVIMIENTO POR LA PAZ • EL DESARME Y LA LIBERTAD (MPDL) • NOUS CAMINS • PAZ Y TERCER MUNDO (PTM) • RESCATE • SOLIDARIDAD INTERNACIONAL (SI)

Finlande

FINNChurchAID • SUOMEN PUNAINEN RISTI (CROIX-ROUGE)

France

ACTION CONTRE LA FAIM (ACF) • AGENCE D'AIDE A LA COOPERATION TECHNIQUE ET AU DEVELOPPEMENT (ACTED) • AIDE MEDICALE INTERNATIONALE (AMI) • ATLAS LOGISTIQUE • CARE-FRANCE • COMITE D'AIDE MEDICALE ET DE PARRAINAGE SANS FRONTIERES (CAM) • CROIX-ROUGE FRANCAISE • DEVELOPMENT WORKSHOP FRANCE-DWF • DIA • ENFANTS DU MONDE/DROITS DE L'HOMME (EMDH) • ENFANTS REFUGIES DU MONDE • HANDICAP INTERNATIONAL/ACTION NORD SUD FRANCE • INITIATIVE DEVELOPPEMENT • INTERAIDE • MEDECINS DU MONDE (MDM) • MEDECINS SANS FRONTIERES • MISSION D'AIDE AU DEVELOPPEMENT DES ECONOMIES RURALES (MADERA) • PHARMACIENS SANS FRONTIERES COMITE INTERNATIONAL (PSFC) • PREMIERE URGENCE • CARITAS FRANCE-SECOURS CATHOLIQUE • SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS • SOLIDARITES • TELECOMS SANS FRONTIERES (TSF) • TRIANGLE

Grèce

EUROPEAN PERSPECTIVE • GREEK COMMITTEE FOR INTERNATIONAL DEMOCRATIC SOLIDARITY • HELLENIC RED CROSS (CROIX-ROUGE) • INTERNATIONAL MINE INITIATIVE (INI) • INTERNATIONAL ORTHODOX CHRISTIAN CHARITIES • KESSA DIMITRA-GR • MEDECINS DU MONDE-GR

Hongrie

HUNGARIAN BAPTIST CHURCH • HUNGARIAN INTERCHURCH AID

Irlande

CONCERN WORLDWIDE • GOAL • IRISH RED CROSS SOCIETY (CROIX-ROUGE) • TROCAIRE • WORLD VISION IRELAND

Italie

ALISEI • ASSOCIAZIONE ITALIANA AMICI DI RAOU FOLLEREAU (AIFO) • ASSOCIAZIONE ITALIANA PER LA SOLIDARIETA TRA I POPOLI (AISPO) • ASSOCIAZIONE PER LA SOLIDARIETA INTERNAZIONALE IN ASIA (ASIA) • ASSOCIAZIONE VOLONTARI PER IL SERVIZIO INTERNAZIONALE (AVSI) • CARITAS ITALIA • CENTRO REGIONALE D'INTERVENTO PER LA COOPERAZIONE (CRIC) • COOPERAZIONE E SVILUPPO (CESVI) • CIVV • COMITATO COLLABORAZIONE MEDICA (CCM) • COMITATO DI COORDINAMENTO DELLE ORGANIZZAZIONI PER IL SERVIZIO VOLONTARIO (COSV) • COMITATO EUROPEO PER LA FORMAZIONE E L'AGRICOLTURA (CEFA) • COMITATO INTERNAZIONALE PER LO SVILUPPO DEI POPOLI (CISP) • COOPERAZIONE INTERNAZIONALE (COOP) • COOPERAZIONE ITALIANA NORD SUD (CINS) • COOPERAZIONE PER LO SVILUPPO DEI PAESI EMERGENTI (COSPE) • CROCE ROSSA ITALIANA (CROIX-ROUGE) • CUAIMM • GRUPPO DI VOLONTARIATO CIVILE (GVC) • ISTITUTO PER LA COOPERAZIONE UNIVERSITARIA (ICU) • ISTITUTO SINDACALE PER LA COOPERAZIONE ALLO SVILUPPO (ISCOS) • ASSOCIAZIONE UMANITARIA PER L'EMERGENZA (INTERSOS) • ASSOCIAZIONE INTERNAZIONALE VOLONTARI LAICI (LVIA)

• MOVIMONDO • UN PONTE PER... • TERRE DES HOMMES ITALIA • VOLONTARI ITALIANI SOLIDARIETA PAESI EMERGENTI (VISPE)

Luxembourg

CARITAS • CROIX-ROUGE LUXEMBOURG • MEDECINS SANS FRONTIERES-L

Norvège

NORWEGIAN CHURCH AID-KIRKENS NODHJELP • NORWEGIAN PEOPLE'S AID-NORSK FOLKEHJELP • NORWEGIAN RED CROSS (CROIX-ROUGE) • NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL

Organisations internationales

Agences des Nations unies

BUREAU DE COORDINATION DES AFFAIRES HUMANITAIRES (OCHA) • HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (HCR) • FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF) • PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD) • PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM) • ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS) • ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO) • OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT (UNRWA).

Autres

FEDERATION INTERNATIONAL DES SOCIETES DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT ROUGE (FICR) • COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (CICR) • OFFICE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES (OMI).

Pays-Bas

CORDAID • CARE NEDERLAND • HEALTH NET INTERNATIONAL • HET NEDERLANDSE RODE KRUIS (CROIX-ROUGE) • INTERCHURCH ORGANIZATION FOR DEVELOPMENT COOPERATION (ICCO) • MEDECINS SANS FRONTIERES/ARTSEN ZONDER GRENZEN-NL • NETHERLANDS ORGANIZATION FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION (NOVIB) • SAVE THE CHILDREN-NL • ZOA REFUGEE CARE

Pologne

CARITAS POLSKA • POLISH HUMANITARIAN ORGANISATION

Portugal

ASSISTENCIA MEDICA INTERNACIONAL (AMI) • CRUZ VERMELHA PORTUGUESA (CROIX-ROUGE) • MEDICOS DO MUNDO

République tchèque

CARITAS (SDRUZENI CESKA KATHOLICA CHARITA) • PEOPLE IN NEED

Royaume-Uni

ACTION AGAINST HUNGER • ACTIONAID • AGA KHAN FOUNDATION • THE AMAR INTERNATIONAL CHARITABLE FOUNDATION • BRITISH RED CROSS (CROIX-ROUGE) • CARE INTERNATIONAL UK • CATHOLIC AGENCY FOR OVERSEAS DEVELOPMENT (CAFOD) • CHRISTIAN AID • CONCERN UNIVERSAL • CHRISTIAN OUTREACH RELIEF AND DEVELOPMENT (CORD) • FOOD FOR THE HUNGRY-UK • THE HALO TRUST • HEALTH UNLIMITED • HELPAGE INTERNATIONAL • INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE • ISLAMIC RELIEF WORLDWIDE • MAP-MEDICAL AID FOR PALESTINIANS • MARIE STOPES INTERNATIONAL • MEDAIR UK • MERCY CORPS SCOTLAND • MEDICAL EMERGENCY RELIEF INTERNATIONAL (MERLIN) • MINES ADVISORY GROUP (MAG) • OCKENDEN INTERNATIONAL (OI) • OXFAM UK • PLAN INTERNATIONAL UK • PROJECT HOPE • SAVE THE CHILDREN FUND-UK • TEARFUND • WELFARE ASSOCIATION • WORLD VISION UK

Suède

CHURCH OF SWEDEN AID-LUTHERHJÄLPEN • ERIKSHJÄLPEN • INTERNATIONAL AID SERVICES • PMU-INTERLIFE • SVENSKA RODA KORSET (CROIX-ROUGE) • SWEDISH COMMITTEE FOR AFGHANISTAN

Suisse

FOUNDATION SUISSE DE DEMINAGE • INTERNATIONAL CATHOLIC MIGRATION-ICMC • MEDECINS SANS FRONTIERES-CH • REFUGEE EDUCATION TRUST • TERRE DES HOMMES-CH

Témoignages

De l'eau potable pour une vie meilleure

Birmanie/Myanmar

Aujourd'hui, on estime approximativement que 57 % des personnes qui vivent au Myanmar n'ont aucun accès aux conditions d'hygiène de base tandis que pour deux habitants sur cinq, l'eau potable est indisponible. La diarrhée est la deuxième cause de décès parmi les enfants de moins de cinq ans. Afin de remédier à cette situation, ECHO finance des projets d'assainissement de l'eau et la mise en place de conditions sanitaires décentes sur l'ensemble du territoire du Myanmar.

Dans la banlieue de Yangon, éloignée des pagodes dorées, des anciennes demeures coloniales et du nouveau centre commercial, se trouve la commune de Dala. Celle-ci abrite plus de 100000 personnes, principalement des travailleurs saisonniers. La plupart gagnent à peine \$3 par mois, bien en deçà du dollar par jour référencé comme seuil de pauvreté par la Banque mondiale.

«L'eau a toujours été un problème à Dala», selon Daw Mía Mía, qui guide l'un des nouveaux groupes de consommateurs établis dans la municipalité. «Les seules personnes qui vivent ici sont celles qui n'ont pas d'autres choix. Quasi personne n'a accès à l'eau courante. Nous utilisons l'eau des étangs pour cuire, laver, essuyer et boire. Pendant la saison sèche, les étangs tarissent et nous devons alors acheter de l'eau aux négociants. Tandis qu'à la saison des pluies, il y a les inondations de rivière et de l'eau partout. Beaucoup de personnes deviennent malades en raison des problèmes liés à l'eau stagnante».

À Dala, il y a un taux important de maladies véhiculées par l'eau. Chaque année, une personne sur trois souffre sérieusement de la diarrhée. La moitié des victimes sont des enfants pour qui la diarrhée est particulièrement dangereuse. Les eaux souterraines sont souvent salées et polluées par la rouille. Les sources sont non protégées, ouvertes aux animaux et régulièrement remplies par les inondations apportant des déchets et des excréments. Le problème est aggravé

par un manque de règles d'hygiène de base et l'absence quasi complète d'infrastructure médicale.

Depuis juillet 2001, ECHO a fourni plus d'1.5 millions d'euro, à travers les projets de l'ONG française Aide Médicale Internationale (AMI) pour améliorer l'accès à l'eau pour plus de 30000 des habitants de Dala. Les fonds ont été utilisés pour construire des collecteurs d'eau de pluie, des pompes à eaux et des latrines, ainsi que pour protéger les étangs existants.

De plus, un enseignement sur les conditions d'hygiène a été fourni et les enfants ainsi que les femmes enceintes ont reçu un traitement contre les maladies hydriques.

«AMI nous a montré comment créer avec nos voisins un groupe d'utilisateurs d'eau», explique Daw Mía Mía. «Nous avons dû organiser et construire les fondations d'un grand réservoir de collecte d'eau de pluie. Ensuite, AMI a pris en charge la construction du collecteur d'eau de pluie et de la pompe. Maintenant, nous rassemblons de l'argent régulièrement pour acheter les pièces de rechange».

«Ma fonction est d'assurer que celui-ci est bien entretenu». Elle ouvre soigneusement la clôture construite pour empêcher les animaux d'entrer et soulève le couvercle lourd du collecteur, enlève la feuille de plastique protectrice et vérifie le niveau d'eau. Il est presque complet, assez pour couvrir les besoins de son groupe d'utilisateurs d'eau – 70 personnes – pendant la saison sèche. «Pas besoin d'acheter aux vendeurs d'eau cette année» dit elle en souriant. Le projet va prendre fin en mai 2005. D'ici là, environ 400 groupes d'utilisateurs d'eau vont être établis, ce qui va couvrir les besoins de presque un quart de la population de Dala et plus de 4000 latrines vont être construites derrière les maisons des familles bénéficiaires (avec leur aide). Quarante-sept écoles vont améliorer leurs systèmes d'eau et leurs conditions d'hygiène et presque 20000 familles vont recevoir un enseignement sur les conditions d'hygiène.



Aide aux plus démunis Territoires palestiniens

Assise avec Sundus, son bébé de neuf mois dans les bras, Mariam Ahmed contemple les collines arides qui l'entourent, la plupart plantées d'oliviers. Nous sommes au cœur rural des Territoires palestiniens. Loin des spéculations internationales sur une possible renaissance du processus de paix, le souci principal de Mariam est, comme tous les jours, de trouver de quoi nourrir ses 11 enfants.

« Pain, riz et lentilles constituent nos repas quotidiens. Nous mangeons du poulet et des légumes frais, uniquement lorsque nous en avons les moyens », explique-t-elle. Et ce n'est pas souvent le cas. La famille Ahmed appartient à cette nouvelle classe de Palestiniens plongés dans la pauvreté par quatre années d'Intifada. Le mari de Mariam, qui avant gagnait sa vie comme ouvrier agricole dans des fermes en Israël, est au chômage depuis 2001. Il passe désormais le plus clair de son temps à chercher des emplois occasionnels, à temps partiel et peu payés en Cisjordanie.

La maison familiale est tout à fait basique. Quatre murs en béton sous un toit de tôle. Sans salle de bain, ni toilettes. Un simple évier et une bouteille de gaz en guise de cuisine. « Quand vient la nuit, nous nous répartissons dans les deux pièces et dormons sur des matelas posés à même le sol », raconte Mariam. Huit de ses enfants vont à l'école. « Nous ne pouvions pas payer leurs frais de scolarité. » Les associations locales de travailleurs et de charité religieuse s'en sont chargées à leur place. Malgré les difficultés, ces réseaux constituent toujours d'importants systèmes de protection sociale pour les foyers les plus démunis.

L'autre bonne nouvelle pour la famille d'Ahmed est qu'elle bénéficie désormais d'une eau propre pour sa consommation et autres usages domestiques. L'année dernière, l'ONG espagnole Acción Contra el Hambre (ACH) a construit ici une

citerne d'une capacité de 60 m³. « Avant cela, nous devions acheter notre eau, puis la conserver dans des réservoirs en plastique », se souvient Mariam. On leur donna aussi deux moutons, afin de produire du lait et du yaourt pour les enfants. Deux agneaux sont nés depuis. « Bientôt, nous vendrons leur viande pour acheter du poulet, moins cher. »

Comme des dizaines d'autres bénéficiaires du projet d'ACH, Mariam a été formée aux techniques de chloration de l'eau et à la prévention des maladies d'origine hydrique. Le projet est financé par ECHO, dont la priorité numéro un dans les Territoires palestiniens depuis 2000, est de soutenir les personnes les plus vulnérables.

Le niveau de vie en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza s'est détérioré de manière spectaculaire, une conséquence directe du conflit. Après quatre années de crise et de restrictions multiples sur le mouvement des personnes et des biens, le revenu moyen des Palestiniens a baissé de plus d'un tiers, et un quart de la main-d'œuvre est sans emploi.

Presque 2,2 millions d'individus (soit 60 % de la population) vivent désormais sous le seuil de pauvreté, avec moins de 2 US\$ (1,54 €) par jour. Les capacités des Palestiniens à faire face ont atteint leurs limites. Nombre de familles se voient contraintes à réduire leurs dépenses en nourriture ainsi que celles dédiées aux soins médicaux. Tout cela n'a fait qu'aggraver davantage la situation des plus vulnérables, au premier rang desquels se trouvent les personnes âgées et les jeunes. Chaque jour, les enfants de Mariam doivent marcher deux heures durant pour se rendre à l'école. Comment serait-ce possible sans un petit déjeuner digne de ce nom ?



Un exilé rentre à la maison.

Angola

«Je suis si content aujourd'hui» dit Maurice Simao, un professeur de 45 ans rencontré au centre de réception de Huambo, dans les hautes terres du centre de l'Angola. C'est un homme charmant, mais timide. Peut-être est-il tout simplement fatigué, épuisé par ses quatre ans d'exil et le retour récent à sa terre natale, l'Angola.»

Maurice, comme la plupart des angolais rapatriés, arrive tout juste de Zambie. Il est venu avec 106 autres réfugiés, sur un vol 'Hercules' affrété par l'Office des Migrations Internationales (OMI). ECHO finance les programmes de rapatriement de l'OMI en Angola. Il y a 2 à 3 voyages par jour, ce qui représente 200 à 300 angolais rapatriés par jour, six jours par semaine. Depuis mars 2003, l'OMI a facilité le rapatriement d'environ 60 000 réfugiés – jusque-là, plus de cinq mille personnes ont utilisé le nouveau centre de réception, à Huambo, comme point d'entrée. À Huambo, ils passent deux jours dans le centre de réception. Les autorités leur fournissent des papiers et ils s'inscrivent pour recevoir l'assistance fournie par les agences humanitaires. Aujourd'hui, à l'issue de toutes ces formalités, Maurice est très fatigué. Pour le moment il veut seulement manger et se reposer avant d'assister aux programmes de sensibilisation aux dangers des mines et au VIH, prévus pour demain. La veille de leur départ du centre, Maurice et les autres chefs de famille recevront certains produits essentiels pour commencer leur nouvelle vie: deux mois de rations alimentaires, des bâches en plastique pour fabriquer des abris temporaires, des moustiquaires, des couvertures, des bidons d'eau, des ustensiles de cuisine et des outils. L'OMI met des autocars à disposition des réfugiés pour les emmener jusqu'à leur destination finale. Dans le cas de Maurice, ce sera N'halea, sa ville natale, dans la province de Bié. «Quand ils m'ont demandé où je voulais aller, j'ai hésité car je ne savais pas quel endroit serait le meilleur. Puis j'ai proposé Bié parce que c'est là que je suis né, tout simplement». Maurice, comme un grand nombre d'autres personnes dans le centre, a vécu dans beaucoup d'endroits. À N'halea, il cultivait un petit lopin de terre. En 1985, quand les combats entre le gouverne-

ment et l'UNITA ont atteint sa région, il a fui avec sa famille vers la province de Kubango, au sud. En 1997, ils ont dû fuir à nouveau, cette fois-ci à Moxico. Mais l'horreur de la guerre les a poursuivis là-bas aussi. Maurice raconte: «C'était une période terrible, mais nous sommes restés et nous avons construit notre vie jusqu'en 2000. Ce fut la pire année: tout était tellement cruel.» Cette année-là donc, Maurice a empaqueté l'essentiel des biens de la famille et est parti avec sa femme et ses deux enfants vers l'étranger. «Ce fut vraiment dur: nous avons marché pendant sept jours, en bougeant seulement la nuit, car le jour c'était trop dangereux.» En arrivant à la frontière zambienne, Maurice a marché jusqu'au village le plus proche. «Ce fut le chef du village de Lukea qui fut le premier à nous venir en aide. Il nous a mis en contact avec les autorités d'immigration zambiennes. Ils nous ont placés dans un camp près du village. Après quelques semaines, nous étions transférés dans un camp de réfugiés de l'ONU près de Mungo, dans le sud.» Maurice raconte que pendant toutes ces années dans le camp, la chose la plus frustrante était de ne pas avoir de véritable travail. «Dans les camps, on n'a rien à faire: on écoute la radio et attend, attend... Mais au moins mes deux garçons ont pu aller à l'école. J'ai pu trouver du travail dans une mission comme traducteur. Je ne recevais pas d'argent, mais...» - il s'arrête et sort quelque chose du fond de sa poche – «ils m'ont donné ceci.» Il déplie avec précaution un papier. «C'est une lettre de recommandation de la part de la mission – regardez, c'est le sceau officiel.» Il me donne le papier en me montrant de l'autre main le tampon. Je lis: «Maurice Simao a bien travaillé avec nous. C'est un homme admirable, un vrai serviteur de Dieu. Que Dieu bénisse tous ceux qui lui viennent en aide.» Tampon. Signature. Encore un tampon. Maurice sourit avec fierté. Je lui demande quels sont ses plans pour l'avenir. «Je vais trouver un petit morceau de terrain à Bié que je cultiverai à la main. Puis après avoir économisé un peu d'argent, j'espère que je pourrai tout mécaniser et gagner plus d'argent pour que mes enfants puissent aller à l'école. Un jour, ils seront médecins.»



Zones en crise

République démocratique du Congo

La République démocratique du Congo souffre toujours d'une crise chronique et complexe résultant de sept années de guerres civiles. L'avancée dans le processus de paix et la restauration de la stabilité dans différentes zones ont incité certains, parmi les millions de déplacés par les conflits, à rentrer dans leur région. Cette situation a conduit ECHO à dégager, à court terme, des moyens plus importants: 40 millions € supplémentaires en 2004. La détérioration des services sociaux et, en particulier, des services de santé, a engendré la réapparition de maladies endémiques et épidémiques, causant une mortalité sans précédent. Le viol et l'esclavage sexuel sont pratiqués de manière systématique dans les zones de conflit, provoquant une recrudescence rapide du problème du VIH/SIDA. L'accès difficile à la nourriture dans les zones affectées par la guerre civile a provoqué une insécurité alimentaire largement répandue, ainsi qu'une situation de malnutrition sévère dans plusieurs régions. Malgré les récents progrès politiques dans le pays, des groupes armés continuent de perturber la partie Est du pays et les populations démunies ont un grand besoin de protection et d'assistance durable.



Irak

Comme chacun sait, les opérations humanitaires en Irak ont été sérieusement perturbées par le manque de sécurité. Les violentes attaques portées contre «l'espace humanitaire» ont provoqué l'abandon de certains projets, tandis que d'autres étaient retardés ou modifiés. Malgré ces difficultés, un bon nombre d'organisations partenaires d'ECHO ont cependant continué de fournir une assistance vitale à des centaines de milliers d'Irakiens démunis, notamment grâce au soutien de leur personnel local.

De mars 2003 à décembre 2004, la Commission a alloué 100 millions d'euros à l'Irak pour soutenir, dans un premier temps, l'assistance humanitaire d'urgence et les activités

de protection mises en œuvre par les organisations restées opérationnelles. Depuis, ECHO a concentré ses actions sur la réhabilitation des services de santé, d'approvisionnement en eau et des infrastructures sanitaires.

Même si l'insécurité ne permet pas toujours d'évaluer correctement la situation humanitaire, en particulier dans les zones où le conflit perdure, il semble que les besoins les plus urgents aient été couverts, permettant à la Commission de concentrer son aide sur la reconstruction à plus long terme. Toutefois, ECHO reste vigilant sur l'évolution de la situation afin de pouvoir répondre à toute éventuelle crise humanitaire.

